

Het Wetboek Vennootschappen en Verenigingen voor de verzekeraars

Geert MAELFAIT

GM lex – Onafhankelijk bestuurder – Expert governance, compliance & insurance

Résumé

Le nouveau Code des sociétés et des associations (CSA) a été publié : modernisation, simplification et flexibilité en sont les mots-clés officiels. La présente contribution se penche sur sa mise en œuvre concrète pour les entreprises d'assurances belges. Le CSA s'applique pour elles à titre de droit suppléatif à la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance (« loi SII »), mais il contient aussi des dispositions impératives. La contribution tient également compte d'autres lois récentes. Le cadre réglementaire pour les assureurs n'est pas vraiment simplifié étant donné le puzzle complexe constitué par les différentes législations.

La première partie traite des conséquences au niveau des formes de sociétés autorisées pour les assureurs. Il en existe actuellement 5 types au sein du secteur de l'assurance : la SA non cotée en bourse, la SCRL, l'association d'assurance mutuelle (AAM), le groupement d'intérêt économique (GIE) et la société mutualiste d'assurance (SMA). Deux types acquièrent leur personnalité juridique par le biais de la loi SII.

En raison de la disparition de la SCRL et du GIE en tant que formes juridiques, 11 entreprises doivent se transformer avant fin 2023 en une SC ou une SA. Les assureurs ayant adopté la forme d'un GIE sont déjà contraints à une transformation depuis la loi SII.

Les règles générales, les dispositions impératives et les dispositions liées au statut d'« entreprises d'intérêt général » entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 pour tous les assureurs. Pour la SA ou la SC, il faut en outre tenir compte des Livres concernés du CSA. Pour l'AAM et la SMA, ce sont la loi SII et la loi relative aux mutualités qui s'appliquent en premier lieu.

Le statut d'entreprise d'intérêt général entraîne l'application de diverses règles des sociétés cotées. Leur impact se situe principalement au niveau des normes en matière de comptes annuels et de reporting et de l'ampleur de la responsabilité de l'administrateur.

Les nombreuses dispositions impératives modifient à partir du 1^{er} janvier 2020 les règles internes concernant le siège, l'adresse, la langue, le capital et les actions, la nature, le règlement interne, l'administration et les administrateurs.

Une relecture approfondie et une révision des statuts sont recommandées. Les entreprises ont le choix d'effectuer encore une adaptation ponctuelle en 2019 sous l'ancienne législation avant d'adapter intégralement les statuts au CSA au cours de l'année 2019 ou lors de toute adaptation après le 1^{er} janvier 2020, et ce, d'ici fin 2023 au plus tard.

Les problématiques des actionnaires, du capital et des actions ne sont pas abordées en détail dans la présente contribution. La plupart des entreprises d'assurances sont en effet des filiales d'un groupe financier. Les exigences d'ordre public en matière de fonds propres sont développées de manière détaillée dans la loi SII. Pour la SC, il n'y a plus de capital social à partir du 1^{er} janvier 2020.

La loi SII limite l'objet des entreprises aux strictes activités d'assurance et de réassurance, selon les grandes classifications Vie et/ou Non-vie et/ou Réassurance, ainsi qu'aux opérations qui en découlent directement, à l'exclusion de toute autre activité commerciale. Le CSA autorise que plusieurs buts complémentaires soient repris dans l'objet. Cela est nécessaire pour justifier les buts de "l'ESG", les filiales ou les activités complémentaires.

Les assureurs SCRL existants doivent décider avant fin 2023 de l'élaboration approfondie d'une dimension coopérative ou de leur transformation en une SA, sous le contrôle et moyennant l'approbation de la BNB. Un point essentiel dans le concept de SC à partir d'aujourd'hui est l'existence et la définition de l'idée coopérative comme base légale, la définition de l'objet et des buts, de la mission et des valeurs, de la catégorie de coopérants et de la/des catégorie(s) de tiers intéressés. La portée du nouveau concept de « part de retrait » dans les textes de loi par défaut n'est pas encore claire.

La loi SII et la loi sur les assurances constituent le droit des sociétés pour les AAM, le CSA s'applique à titre de droit supplétif, tant en ce qui concerne la Partie 1^{re}, dispositions diverses de la SA, que le Livre 9 (ASBL) de la Partie 3. Elles ont perdu au 1^{er} novembre 2018 leur caractère civil, avec pour conséquence le risque potentiel de responsabilité solidaire des membres. Ce risque nécessite un examen approfondi des dispositions statutaires. Il serait préférable que le législateur reprenne des dispositions applicables aux ASBL.

Pour la SMA – les assureurs hospitalisation auprès des mutualités – les lois s'accumulent : la loi relative aux mutualités de 1990 et de 2010, la loi SII, le CSA pour sa Partie 1^{re} et pour les dispositions applicables aux entreprises d'intérêt public. La loi relative aux mutualités détermine la personnalité juridique, l'affiliation des membres, la composition démocratique de l'assemblée générale et l'élection du conseil d'administration. La loi SII détermine l'objet, le groupe cible de preneurs d'assurance et la gouvernance. Les normes applicables aux asbl ne s'appliquent explicitement pas en tant que droit supplétif. Il serait également préférable de reconsidérer cette position au regard de l'actuel droit relatif aux asbl.

Le CSA a non seulement un impact sur la forme juridique mais aussi sur l'administration de l'assureur. **La deuxième partie** de la présente contribution traite de ses éléments les plus importants : la gouvernance, le statut d'administrateur, la prise de décision et la responsabilité de l'administrateur.

La gouvernance des assureurs est réglée en détail dans la loi SII.

De nombreuses dispositions ont un impact sur le statut d'administrateur. Le CSA n'autorise dorénavant qu'un seul mandat d'administrateur par personne physique par entreprise. Le mandat d'administrateur ne peut pas être exercé dans le cadre d'un contrat de travail, sauf pour les administrateurs d'une AAM et d'une SMA. Tout mandat d'administrateur est rémunéré et l'assemblée générale en détermine les conditions, financières et autres. La définition d'administrateur indépendant a été simplifiée à la suite d'une recommandation européenne. Ni le CSA, ni la loi SII n'ont introduit de critères de genre pour les entreprises d'assurances à l'exception d'avoir émis des obligations cotées.

Dans le cadre de la prise de décision, les nouvelles règles en matière de nullité de la décision ou de vote sont importantes. La nullité peut être prononcée par le tribunal pour cause de vices de forme, de vices de contenu, de droits de vote suspendus ou de raisons mentionnées dans le CSA. La BNB peut également

intervenir dans le cadre de son contrôle prudentiel. La possibilité de prise de décision écrite est étendue pour toutes les formes de sociétés. Le CSA modernise les règles relatives aux conflits d'intérêts. Les mêmes principes s'appliquent pour toutes les formes de sociétés. Pour les assureurs, la loi d'introduction a ajouté un article analogue pour la prise de décision au sein d'un comité de direction. Le non-respect de cette procédure légale est un motif de nullité de la décision et engage la responsabilité personnelle et solidaire des administrateurs.

Le CSA modernise également la responsabilité de l'administrateur. Le devoir de l'administrateur est pour la première fois défini. L'obligation de moyens est la base pour toute action en responsabilité. La norme de responsabilité implique un contrôle marginal du « comportement professionnel de l'administrateur ». Le CSA introduit une limitation de la responsabilité. L'intérêt pour les assureurs se situe à deux niveaux : la responsabilité de l'administrateur est placée pour eux-mêmes – quel que soit le chiffre d'affaires – dans la tranche la plus élevée de 12 millions d'euros et l'on compte sur eux pour élaborer les nouvelles polices de responsabilité civile pour les personnes morales belges.

Samenvatting

Het nieuwe Wetboek Vennootschappen en Verenigingen ("WVV"-/CSA") is uit: modernisering, vereenvoudiging en flexibiliteit zijn ervan de officiële kernwoorden. Deze bijdrage kijkt naar de concrete toepassing bij de Belgische verzekeringsondernemingen. Het WVV geldt voor hen als aanvullend recht op de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op verzekerings- of herverzekeringsondernemingen ("S II-Wet"), maar bevat tevens bepalingen van dwingende aard. De bijdrage houdt ook rekening met andere recente wetten. Het regelgevend kader voor de verzekeraars is niet echt vereenvoudigd, gezien de complexe puzzel van meerdere wetgevingen.

In het eerste deel worden de gevolgen aan de voor de verzekeraars toegelaten vennootschapsvormen behandeld. In het verzekeringslandschap zijn er vandaag vijf types: niet-beursgenoteerde NV, CVBA, Onderlinge Verzekeringsvereniging (OVV), Economisch Samenwerkingsverband (ESV) en verzekeringmaatschappij van onderlinge bijstand (VMOB). Twee types verkrijgen door de S II-Wet hun rechtspersoonlijkheid.

Door het verdwijnen van de CVBA en de ESV als rechtsvorm moeten elf ondernemingen voor einde

2023 zich omvormen tot een CV of NV. De verzekeraars onder ESV zijn sinds de SII-Wet al tot een omvorming verplicht.

Voor alle verzekeraars worden per 1 januari 2020 de algemene regels, de dwingende bepalingen en de bepalingen die verbonden zijn aan het statuut van "organisatie van openbaar belang" van kracht. Voor de NV of CV kijkt men verder naar de betreffende Boeken van het WVV. Voor de OVV en VMOB gelden in de eerste orde de S II-Wet en de Mutualiteitswet.

Het statuut van organisatie van openbaar belang leidt tot het toepassen van diverse regels van de genoteerde vennootschappen. De impact hiervan situeert zich vnl. in de normen van de Jaarrekening en verslaggeving en bij de omvang van de bestuurdersaansprakelijkheid.

De vele dwingende bepalingen wijzigen vanaf 1 januari 2020 de interne regels inzake zetel, adres, taal, kapitaal en aandelen, aard, intern reglement, bestuur en bestuurders.

Een grondige herlezing en herwerking van de statuten is aangewezen. De ondernemingen staan voor de keuze om een punctuele aanpassing nog in 2019 in het oude recht uit te voeren, of om tijdens 2019 of bij enige aanpassing na 1 januari 2020 de statuten volledig aan het WVV aan te passen tegen ten laatste einde 2023.

In deze bijdrage wordt minder op de problematieken van aandeelhouders, kapitaal en aandelen ingegaan. De meeste verzekeringsondernemingen zijn immers een filiaal van een financiële groep. De openbare-ordevereisten inzake eigen vermogen zijn uitvoerig in de SII-Wet uitgewerkt. Voor de CV is er vanaf 1 januari 2020 geen maatschappelijk kapitaal meer.

De SII-Wet beperkt het voorwerp van de ondernemingen tot de strikte (her-) verzekeringsactiviteiten volgens de grote indelingen Leven en/of Niet-Leven en/of Herverzekering, aangevuld met de verrichtingen die daar rechtstreeks uit voortvloeien, met uitsluiting van elke andere handelsactiviteit. Het WVV laat toe om binnen het voorwerp meerdere bijkomende doelen op te nemen. Dit is nodig om ESG-doelen, filialen of bijkomende activiteiten te verantwoorden.

De bestaande CVBA-verzekeraars dienen voor einde 2023 te beslissen over het grondig uitwerken van de coöperatie of over de omvorming naar een NV, onder toezicht en goedkeuring van de NBB. Essentieel in het concept van de CV vanaf heden is het bestaan en definiëren van het coöperatieve idee als

rechtsgrond, het definiëren van het voorwerp en de doelen, van de missie en de waarden, van de categorie van coöperanten en de categorie(en) van belanghebbende derden. Het nieuwe begrip van "scheidingsaandeel" bij de defaultwetteksten is qua strekking nog onduidelijk.

De SII-Wet en de Verzekeringwet gelden als het vennootschapsrecht voor de OVV, het WVV geldt aanvullend zowel qua Deel 1, diverse bepalingen van de NV als Boek 9 (VZW) uit Deel 3. Zij verloren per 1 november 2018 hun burgerlijk karakter, waardoor het risico op hoofdelijke aansprakelijkheid van de leden mogelijk wordt. Dit risico verdient een grondig onderzoek van de statutaire bepalingen. De wetgever zou het best bepalingen van de VZW opnemen.

Voor de VMOB – de hospitalisatieverzekeraars bij de ziekenfondsen – stapelen de wetten zich op: de Mutualiteitswet van 1990 en 2010, de SII-Wet, het WVV in haar Deel 1 en als organisatie van openbaar belang. De Mutualiteitswet bepaalt de rechtspersoonlijkheid, de aansluiting van de leden, de democratische samenstelling van de Algemene Vergadering en de verkiezing van de Raad van Bestuur. De SII-Wet bepaalt het voorwerp, de doelgroep van verzekeringnemers en de governance. De normen voor de VZW gelden expliciet niet als aanvullend recht. Dit standpunt wordt het best ook heroverwogen naar het huidige VZW-recht.

Het WVV heeft niet alleen een impact op de rechtsvorm, maar ook op het bestuur van de verzekeraar. **In het tweede deel** bespreekt de bijdrage de belangrijkste elementen ervan: de governance, het statuut van de bestuurder, de besluitvorming en de bestuurdersaansprakelijkheid.

De governance van verzekeraars is in de SII-Wet uitvoerig geregeld.

Tal van bepalingen grijpen in op het statuut van de bestuurder. Het WVV laat voortaan slechts één bestuursmandaat per natuurlijke persoon per bedrijf toe. Het bestuursmandaat kan niet in het kader van een arbeidsovereenkomst worden uitgevoerd, behalve voor bestuurders van OVV en VMOB. Elk bestuurdersmandaat is bezoldigd en de financiële en andere voorwaarden dienen door de algemene vergadering te worden bepaald. De definitie van onafhankelijke bestuurder is ingevolge een Europese aanbeveling vereenvoudigd. Het WVV noch de SII-Wet voerden genderdiversity in voor de verzekeringsondernemingen behalve indien ze genoteerde obligaties hebben uitgegeven.

Bij de besluitvorming zijn de vernieuwde regels inzake nietigheid van besluiten of stemmingen

belangrijk. Nietigheid kan wegens vormgebreken, inhoudelijke gebreken, geschorste stemrechten of in het WVV vermelde redenen door de rechtbank uitgesproken worden. De NBB kan eveneens in het kader van haar prudentiële toezicht optreden. De mogelijkheid tot schriftelijke besluitvorming wordt bij alle vennootschapsvormen uitgebreid. Het WVV vernieuwt de regels rond Belangenconflicten. In alle vennootschapsvormen gelden dezelfde principes. Voor de verzekeraars heeft de Invoeringswet een analogo artikel voor de besluitvorming binnen een directiecomité toegevoegd. Het niet naleven van deze wettelijke procedure is een grond tot nietigheid van het besluit en leidt tot de persoonlijke en hoofdelijke aansprakelijkheid van de bestuurders.

Ook inzake Bestuurdersaansprakelijkheid vernieuwt het WVV. De plicht van de bestuurder wordt voor het eerst omschreven. De middelenverbintenis wordt de grondslag voor elke aansprakelijkheidsvordering. De aansprakelijkheidsnorm houdt een marginale toetsing naar "professioneel bestuurdersgedrag" in. Het WVV voert een beperking van de aansprakelijkheid door. Het belang voor de verzekeraars ligt op twee niveaus: de bestuurdersaansprakelijkheid wordt voor hen zelf – ongeacht de omzet – in de hoogste schijf van € 12 miljoen geplaatst en men rekent op hen om vernieuwde burgerlijke aansprakelijkheidspolissen voor de Belgische rechtspersonen uit te werken.

Inleiding

1. Het nieuwe Wetboek Vennootschappen en Verenigingen¹ (hierna: "WVV") is uit.² Iedereen zal het intussen wel weten, gezien de flux aan berichten op sociale media, aan aankondigingen van opleidingen allerhande³ en de eerste boeken. Het wetboek telt ruim 1 300 artikels, zowat evenveel als de vroegere Vennootschapswet en Verenigingswet samen. Het samenbrengen van voor de verzekeraars regels en de relevante passages uit de memorie van toelichting, de twee adviezen van de Raad van State, de ruim 500 amendementen op het wetsontwerp en de parlementaire verslagen levert nog een dik pak dichtbedrukte A4-pagina's op.

Dit artikel gaat concreet in op de toepasselijke statutaire rechtsregels voor de Belgische verzekeringsondernemingen. Voor deze ondernemingen geldt het WVV als aanvullend recht op de SII-Wet⁴, maar bevat ook dwingende normen met voorrang boven de huidige statuten of reglementering van een lagere graad (bv. Reglementen bij KB of Circulaires van de Nationale Bank van België⁵ of de FSMA⁶). Het houdt ook rekening met andere recente wetwijzigingen, zoals de gevolgen van het vernieuwde insolventierecht, waardoor ook Onderlinge Verzekeringsverenigingen⁷ failliet verklaard kunnen worden, met de hervorming van het ondernemingsrecht waarbij het onderscheid tussen burgerlijke⁸ en handelsrechtelijke entiteiten wordt opgeheven en met de vernieuwde definities in de Verzekeringswet⁹ inzake doelspecificiteit van een (her)verzekeringsonderneming.

INHOUD

| | |
|---|-----|
| Inleiding | 147 |
| 1. De vennootschapsvormen voor de Belgische verzekeraars | 148 |
| a. Het verzekeringslandschap | 148 |
| b. Normen voor alle rechtsvormen | 149 |
| c. Het voorwerp en de doelen van de verzekeringsonderneming | 151 |
| d. De coöperatieve vennootschap – CV | 153 |
| e. De Onderlinge Verzekeringsvereniging – OVV | 156 |
| f. De Verzekeringsmaatschappij van Onderlinge Bijstand – VMOB | 157 |
| 2. Het bestuur van de verzekeraar | 158 |
| a. De governance | 158 |
| b. De bestuurder | 159 |
| c. De besluitvorming | 160 |
| d. De bestuurdersaansprakelijkheid | 162 |
| 3. Besluit | 164 |

2. Het Wetboek Vennootschappen en Verenigingen zal **voor alle rechtspersonen als het basisrecht** gelden. Het heft elf rechtspersonen op: de Stille en Tijdelijke vennootschap, de Coöperatieve vennootschap met Onbeperkte Aansprakelijkheid en met Beperkte Aansprakelijkheid, de Commanditaire vennootschap op aandelen, de Landbouwvennootschap, het Economisch samenwerkingsverband, de publieke aard van tal van vennootschappen, de burgerlijke vennootschappen, de Beroepsvereniging, de Vennootschap met Sociaal Oogmerk. Het WVV behoudt als rechtspersonen: de "maatschap" – "société simple" (incl. Vennootschap Onder Firma en Commanditaire

1. Wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en houdende diverse bepalingen, *BS* 4 april 2019, *Parl.St.*, nr. 3119/01 tot /25 (hierna "Invoeringswet"). De afkorting in de literatuur is "WVV" (NI) of "CSA" (Fr). Zie ook het KB van 29 april 2019 tot uitvoering van het WVV, *BS* 30 april 2019 en de fiscale bepalingen (wet 17 MAART 2019. - Wet tot aanpassing van bepaalde federale fiscale bepalingen aan het nieuwe Wetboek van vennootschappen en verenigingen, *BS* 10 mei 2019 en wet van 17 maart 2019 inzake de overgang van rechtspersonenbelasting naar vennootschapsbelasting, *BS* 30 april 2019).

2. Deze bijdrage houdt rekening met de gepubliceerde wetten tot 10 mei 2019.

3. Deze bijdrage is de uitgeschreven en aangevulde versie van mijn lezingen op de seminars van IFE "Compliance in verzekeringen" op 25 september 2018, Creobis "Insurance Strategies" op 14 februari 2019 en Vereniging van verzekeringsjuristen op 21 februari 2019.

4. Wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, *BS* 23 maart 2016. De door de Nationale Bank van België gehanteerde afkorting luidt 'S II-Wet'.

5. Hierna: "de NBB".

6. Voluit: de Autoriteit voor de Financiële Diensten en Markten.

7. Hierna: "OVV".

8. Voor de onderlinge verzekeringsverenigingen en de verzekeringen van onderlinge bijstand (hierna: "VMOB").

9. Wet betreffende de verzekeringen van 4 april 2014, zoals gewijzigd door de wet van 6 december 2018 tot omzetting van Richtlijn (EU) 2016/97 van het Europees Parlement en de Raad van 20 januari 2016 betreffende de verzekeringsdistributie, *BS* 18 december 2018.

Vennootschap), de Besloten Vennootschap (hierna “BV”, in het Frans: Société à responsabilité limitée), de Coöperatieve Vennootschap (hierna “CV”), de Naamloze Vennootschap (hierna “NV”), de verenigingen & stichtingen, de Europese rechtsvormen. Daarbovenop blijven de rechtspersonen in bijzondere wetten bestaan, zoals voor de verzekeringssector: de Onderlinge Verzekeringsverenigingen, de Gemeenschappelijke Kassen en de Verzekeringsmaatschappijen van Onderlinge Bijstand.

3. In deze bijdrage behandelen we de wijzigingen aan de vennootschapsvormen die voor de Belgische verzekeraars toegelaten zijn en de vele wijzigingen in het concrete besturen ervan.

Spoiler alert: deze juridisch-technische bijdrage vermeldt veel wetsartikels, bevat veel voetnoten, is echt “werken” voor bedrijfsjuristen. Maar in de tekst schuilen ook vele strategische opties voor de directies en bestuurders.

1. De vennootschapsvormen voor de Belgische verzekeraars

a. Het verzekeringslandschap

4. Het hoofddoel van de hervorming, **de flexibilisering van de Besloten Vennootschap**, gaat aan de verzekeringssector voorbij. Niettemin zal de BV als vennootschapsvorm een grote rol spelen in de business.

- **Het courant gebruik van de BV om de filialen van de verzekeraar te organiseren:** de aparte financiële tussenpersonen, de immobiliënvennootschappen of de servicecenters die vandaag werken in een Economisch Samenwerkingsverband of een CVBA. De mogelijkheden om te werken met één aandeelhouder, zonder kapitaal, met één bestuurder-rechtspersoon, met ongelijke rechten per soorten van aandelen enz. vergemakkelijken de oprichting, de uitbating en de overdraagbaarheid van deze filialen.
- **De BV wordt ongetwijfeld hét statuut voor de verzekeringstussenpersonen als de makelaars, de verzekeringsagenten, de subagenten of de gevolmachtigde onderschrijvers.**¹⁰

– **Ruim 1 miljoen ondernemingen en entiteiten worden onderworpen** aan dit wetboek. In de volgende vier jaar leidt dit tot een enorme operationele aanpak: invoeren van de nieuwe rechtspersonenvormen en blokkeren van de oudere, de wijziging van de volledige databestanden, de aanpassing van de benaming van de verzekeringnemers in de individuele polissen ... De Federatie van Notarissen komt met haar initiatief om een centrale elektronische databank van rechtspersonen en hun statuten aan te leggen, tegemoet aan de verzuchting tot consultatie en authenticatie. De koppeling van deze database aan de bestanden van de “Bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*” inzake benoeming van bestuurders, adres- en statuutwijzigingen en aan het UBO-register van de FOD Financiën wordt ook aangekondigd.

5. De Belgische verzekeringsondernemingen kunnen slechts in een van de **zes toegelaten vormen** worden opgericht¹¹: NV, CV(BA), Onderlinge Verzekeringsvereniging (OVV), de verzekeringsmaatschappij van onderlinge bijstand (VMOB), de Europese vennootschap (SE) en de Europese coöperatieve vennootschap (SCE).

6. Het **verzekeringslandschap in België** wijzigt constant door consolidatie en de Brexit-saga.¹² Terwijl collega JAMMAERS op 6 maart 2019 nog 64 Belgische verzekeraars telde¹³, publiceert de Nationale Bank van België op haar website op 15 april 2019 het volgende overzicht van de Belgische verzekeringsondernemingen:

- NV: 42, waarvan geen enkele beursgenoteerd;
- CVBA: 8;
- OVV: 14 algemene, waarvan 2 “gemeenschappelijke kas” en 29 “volledig herverzekerde brandverzekeringen”;
- ESV: 3 “volledig herverzekerde brandverzekeringen”;
- Openbare instelling: 1;
- SE: 1;
- VMOB: 9.

Einde 2018 zijn er vijf specifieke **herverzekeringsondernemingen** erkend, één onder de vorm van een CVBA en (slechts) één beursgenoteerd. Daarenboven

10. Wet van 3 april 2019 betreffende de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk uit de Europese Unie, (hierna: “Brexit-Wet”), in werking per 10 april 2019, *Parl.St.*, nr. 54K3554/15. Het art. 28 voegt in art. 5 Verzekeringwet de genoemde nieuwe categorie in: “21/9 “gevolmachtigde onderschrijver”: de verzekeringstussenpersoon die, als lasthebber van een of meer verzekeringsondernemingen, bevoegd is om de dekking van risico’s te accepteren, in naam en voor rekening van die verzekeringsondernemingen, en verzekeringsovereenkomsten te sluiten en te beheren”.

11. SII-Wet, art. 33: “Een verzekerings- of herverzekeringsonderneming wordt opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap, een coöperatieve vennootschap, een onderlinge verzekeringsvereniging, een Europese vennootschap of een Europese coöperatieve vennootschap. Verzekeringsondernemingen die overeenkomstig art. 34, § 2, een niet-levensverzekeringsactiviteit uitoefenen, mogen ook worden opgericht in de vorm van een verzekeringsmaatschappij van onderlinge bijstand (“34. § 2. In afwijking van paragraaf 1 beperken de verzekeringsmaatschappijen van onderlinge bijstand hun activiteiten tot de ziekteverzekeringen in de zin van tak 2 als vermeld in Bijlage I en, aanvullend, tot de hulpverlening die behoort tot tak 18 als vermeld in Bijlage I!”).

Voor de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen die opgericht zijn in een van de in dit artikel bedoelde vormen zonder onderworpen te zijn aan het Wetboek van Vennootschappen, gelden niettemin de verplichtingen die rusten op naamloze vennootschappen uit hoofde van de art. 67, 68, 73, 74, 75, 76, 98, 100, 101, 102, 173, 179, 195 en 1012 van het Wetboek van Vennootschappen.”

12. Nationale Bank van België, *Jaarverslag 2018*, deel Prudentiële regelgeving en toezicht, hoofdstuk 5 (her-)verzekeringsondernemingen, 265-267. Op 31 december 2018 waren er 67 actieve Belgische verzekeraars, 1 in run-off, 2 exclusieve herverzekeraars en 12 overige.

13. C. JAMMAERS, “Impacts de la réforme du Code des sociétés sur la gouvernance des entreprises d’assurances”, *Rev.banc.fin.* 2019.

zijn er nog 47 EU-verzekeraars via een branche in België actief, maar geen enkele vanuit een derde land.

b. Normen voor alle rechtsvormen

7. Het WVV heeft gevolgen voor de vier Belgische types van verzekeringsondernemingen. Door het verdwijnen van de CVBA en de ESV als rechtsvorm, moeten elf ondernemingen voor einde 2023 zich omvormen tot een CV of NV nieuwe stijl (zie voetnoot 22). De verzekeraars in ESV zijn sinds de SII-Wet al tot een omvorming verplicht.

8. De toepasselijke Delen en Boeken uit het WVV zijn:

| | |
|--------|--|
| Deel I | Algemene bepalingen |
| | Boek 1 Inleidende bepalingen |
| | Boek 2 Gemeenschappelijke bepalingen voor rechtspersonen |
| | Boek 3 De jaarrekening |
| Deel 2 | De vennootschappen |
| | Boek 6 De coöperatieve vennootschap – CV |
| | Boek 7 De naamloze vennootschap – NV |
| Deel 4 | Herstructurering en omzetting |
| | Boek 12 Herstructurering van vennootschappen |
| | Boek 14 Omzetting van vennootschappen |

9. Het WVV bevat een aantal nieuwe normen rond de **identiteit van de onderneming**. Elke onderneming dient te bepalen in welk gewest haar zetel gevestigd is en welk haar taalregime is. In bijkomende orde hoeft het exacte adres in de statuten te worden vermeld (art. 2:4 en 2:33). Zij kan een statutair e-mailadres en website hebben waarmee naar de vennoten of aandeelhouders, de stakeholders en de bestuurders wordt gecommuniceerd (art. 2:31 en 2:32).

10. Een onderneming kan een **intern reglement** uitvaardigen (art. 2:59). Dergelijk reglement zou voor de verzekeraars dubbel gebruik kunnen uitmaken met het verplichte *governance memorandum* ingevolge artikel 42, § 3 S II-Wet of met andere rapporteringen.¹⁴ Om overlap te vermijden, lijken de bijzondere rechten voor de vennoten (bij NV) of criteria inzake aandeelhouders (CV) en leden (VMOB en OVV) het best in de statuten te worden opgenomen.

11. Alle (her-)verzekeringsondernemingen hebben het **statuut van “organisatie van openbaar belang”** en moeten daarom diverse regels van de genoteerde vennootschappen toepassen. Soms rechtstreeks als verzekeraar (4°), soms als vennootschap die obligaties of andere schuldeffecten heeft uitgegeven die op een financiële markt zijn genoteerd (2°).

Art. 1:12 luidt: “Onder ‘organisatie van openbaar belang’ wordt verstaan: (...)

2° de vennootschappen waarvan de effecten als bedoeld in artikel 2, 31°, b) en c), van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereguleerde markt als bedoeld in artikel 3, 7°, van de wet van 21 november 2017 over de infrastructuur voor de markten voor financiële instrumenten en houdende omzetting van richtlijn 2014/65/EU; (...)

4° de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen bedoeld in boek II van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen;”.

De impact hiervan situeert zich voornamelijk in de normen van Boek 3 over de Jaarrekening en verslaggeving en in Boek 2 bij de omvang van de bestuurdersaansprakelijkheid:

- het verplicht aanhouden van een e-mailadres en een website (art. 2:31);
- het opnemen in het jaarverslag van een verklaring over deugdelijk bestuur (art. 3:6, § 2);
- het uitbreiden van het jaarverslag met een verklaring over het beleid over sociale, personeels- en milieu-aangelegenheden, de mensenrechten en bestrijding van corruptie (meestal aangeduid als “ESG-beleid”) (art. 3:6, § 4). Deze verplichting is beperkt tot de (middel)grote ondernemingen (meer dan 500 werknemers, € 34 miljoen jaaromzet of € 17 miljoen balanstotaal);
- het verslag van betalingen aan de overheden (art.3:8);
- het opnemen in het geconsolideerd jaarverslag als moedervennootschap van het ESG-beleid (art. 3:32, § 2);
- de beperking van de mandaatperiodes van de commissaris tot 3 onder voorbehoud van enkele uitzonderingen (art. 3:61, § 2);
- de beperking van de niet-controlediensten voor de commissaris en het netwerk waartoe hij behoort (art. 3:63, § 3, § 5; art. 3:65, § 7);
- het verzoek tot ontslag van een commissaris bij de ondernemingsrechtbank (art. 3:66, § 1);
- de gendervertegenwoordiging in de raad van bestuur (art. 7:86);
- het verplicht inrichten van een auditcomité (art. 7:99 of art. 7:119);
- het verplichte advies van het auditcomité over de onafhankelijkheid van de commissaris (*ibidem*);
- **het meedelen van het investeringsbeleid**. Het WVV integreert nog niet de verplichtingen van

14. C. JAMMAERS, geciteerd artikel, nr. 7, “Transparence d’une entreprise d’assurance”, p 19. Of ook de verplichting tot het hebben van een huishoudelijk reglement per bestuursorgaan, Circ. 2016-31, item 1.1.3.

de Aandeelhoudersrichtlijn.¹⁵ Die verplicht de levensverzekeraars hun investeringsstrategie inzake aandelen vast te leggen, hun aandeelhoudersrechten uit te oefenen, hierover jaarlijks transparant te communiceren, inclusief het verantwoord worden hiervan binnen de eigen medium en langetermijndoelstellingen en risicoprofiel. Een nieuw item op de radar van de Compliance en Risk Officers.

12. Artikel 33, alinea 3 van de SII-Wet verwijst “*Voor de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen die opgericht zijn in een van de in dit artikel bedoelde vormen zonder onderworpen te zijn aan het Wetboek van Vennootschappen (: de OVV en VMOB), gelden niet-temin de verplichtingen die rusten op naamloze vennootschappen uit hoofde van de artikelen 67, 68, 73, 74, 75, 76, 98, 100, 101, 102, 173, 179, 195 en 1012 van het Wetboek van Vennootschappen.*”

Het artikel werd niet aangepast in de Invoeringswet noch in andere corrigerende voorstellen zoals de wet van 2 mei 2019 inzake economie. De genoemde artikelen zijn in het WVV opgenomen onder Boeken 2 en 3. Het betreft *in concreto* het vennootschapsdossier qua inhoud en transparantie (art. 2:7, 2:8, 2:12, 2:13, 2:14, 2:18), de taal van de vennootschap (art. 2:32), de nietigheid van de oprichtingsakte en besluiten (art. 2:34, art. 2:44-2:46) en een aantal bepalingen inzake de jaarrekening (art. 3:13-3:14). Deze boeken gelden voor alle rechtspersonen; de bepaling in de SII-Wet **lijkt hierdoor overbodig te zijn geworden**.

13. Het begrip “**vennootschappen die een publiek beroep op het spaarwezen doen of hebben gedaan**”, wordt **afgeschaf**t, maar de regels blijven van toepassing op de genoteerde vennootschappen.¹⁶ De “genoteerde vennootschap” is een vennootschap waarvan de aandelen, de winstbewijzen of de aandelencertificaten op een gereguleerde markt zijn genoteerd. Zo zijn de vennootschappen waarvan alleen de obligaties zijn genoteerd of die ooit meer dan 50 vennoten hadden, niet langer genoteerd. Verzekeringsondernemingen hebben historisch vaak een “publiek” karakter, dat ergens nog in een statutaire bepaling zit verscholen.

14. De vele **dwingende bepalingen** wijzigen vanaf 1 januari 2020¹⁷ de interne regels inzake zetel, adres, taal, kapitaal en aandelen, aard, intern reglement, bestuur en bestuurders. Een grondige herlezing en herwerking van de statuten is aangewezen. De ondernemingen staan voor de keuze:

- om een punctuele aanpassing nog in 2019 in het oude recht uit te voeren;
- om tijdens 2019 hun volledige statuten aan het WVV aan te passen¹⁸;
- om bij een aanpassing na 1 januari 2020 de statuten volledig aan het WVV aan te passen¹⁹ 20;
- om de statuten grondig tegen ten laatste einde 2023 te herwerken.²¹

De ondernemingen onder de rechtsvorm van CVBA, CVOA en ESV hebben die laatste mogelijkheid niet. Zij dienen zo snel mogelijk en ten laatste in 2020 te handelen.²²

15. “SRD II” – (EU) richtlijn 2017/ 828 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 tot aanpassing van de richtlijn 2007/36/EC met betrekking tot het langetermijnengagement van de aandeelhouders, art. 3 g en h. Nog te implementeren voor 10 juni 2019. Zie ook het KB 29 april 2019 over de niet-financiële informatie.

16. MvT, *Parl.St.*, nr. 54 K3119/1, 7.

17. Art. 38, wet 3 april 2019: “**Deze wet treedt in werking op 1 mei 2019.**”

18. Art. 39 wet 3 april 2019: § 1. Alinea 1 – Op de vennootschappen, verenigingen en stichtingen **die bestaan** op de dag van de inwerkingtreding van deze wet is het Wetboek van vennootschappen en verenigingen **voor het eerst van toepassing op 1 januari 2020**.(...).

19. FNG nv te Mechelen is een van de eerste vennootschappen die de “opt-in” toepast en haar Buitengewone Algemene Vergadering bijeenroep op 17 mei 2019 om de statuten integraal te wijzigen, *De Standaard* 16 april 2019, 22-24.

20. Art. 39, § 1, derde alinea wet 3 april 2019: “De in het eerste lid bedoelde vennootschappen, verenigingen en stichtingen moeten hun statuten in overeenstemming brengen met de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen ter gelegenheid van de **eerstvolgende statutenwijziging na 1 januari 2020**, tenzij deze statutenwijziging voortvloeit uit de toepassing van het toegestane kapitaal, de uitoefening van inschrijvingsrechten of de conversie van converteerbare obligaties.”

21. Art. 39, § 2 wet 3 april 2019: “**Vanaf 1 januari 2020** of, voor de vennootschappen, verenigingen of stichtingen die van de in paragraaf 1, tweede lid bedoelde mogelijkheid gebruik gemaakt, vanaf de dag van de bekendmaking van de in dat lid bedoelde statutenwijziging, **zijn de dwingende bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen van toepassing. Statutaire bepalingen die in strijd zijn met deze dwingende bepalingen worden vanaf die dag voor niet geschreven gehouden**. De aanvullende bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen worden slechts van toepassing in zoverre zij niet door statutaire clausules worden uitgesloten.”

22. Art. 39, § 1, derde alinea wet 3 april 2019: “In ieder geval moeten de statuten **uiterlijk op 1 januari 2024** met de bepalingen van hetzelfde Wetboek in overeenstemming worden gebracht.”

23. Art. 41, wet 3 april 2019: “§ 1. Rechtspersonen die de rechtsvorm hebben van (...) **economisch samenwerkingsverband, coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid, coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid die niet aan de definitie van coöperatieve vennootschap in artikel 6:1 beantwoordt**, (...) blijven tot hun omzetting in een andere rechtsvorm beheerst door het Wetboek van vennootschappen, (...), met dien verstande dat, vanaf de dag waarop het Wetboek van vennootschappen en verenigingen overeenkomstig artikel 39, § 1, eerste of tweede lid op hen van toepassing wordt, bovendien: (...)

– de dwingende bepalingen van hetzelfde Wetboek die op de vennootschap onder firma toepassing vinden toepasselijk worden op de coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid, op het economisch samenwerkingsverband en op de landbouwvennootschap die geen stille vennoten heeft; (...)

– de dwingende bepalingen van hetzelfde Wetboek die op de besloten vennootschap toepassing vinden met uitzondering van boek 2, titel 7, en boek 5, titels 5 en 6, toepasselijk worden op de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid die niet aan de definitie van coöperatieve vennootschap in artikel 6:1 van het Wetboek beantwoordt.

In geval van tegenstrijdigheid tussen dwingende bepalingen van hetzelfde Wetboek en dwingende bepalingen van het Wetboek van vennootschappen (...) **prevaleren de dwingende bepalingen van het Wetboek van vennootschappen** en verenigingen.

§ 2. De rechtspersonen die een van de in paragraaf 1 vermelde rechtsvormen hebben aangenomen en op 1 januari 2024 nog niet in een andere rechtsvorm zijn omgezet, worden op die dag van rechtswege als volgt omgezet: (...)

– het economisch samenwerkingsverband wordt een vennootschap onder firma;

– de coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid wordt een vennootschap onder firma;

– de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid die niet aan de definitie van coöperatieve vennootschap in artikel 6:1 van het Wetboek beantwoordt, wordt een besloten vennootschap; (...)

§ 4. De rechtspersonen die één van de in paragraaf 1 vermelde rechtsvormen hebben aangenomen kunnen **zich tot 1 januari 2024 vrijwillig omzetten** in de in paragraaf 2 voor hen aangeduide rechtsvorm. Deze omzetting vereist een statutenwijziging. De procedure van omzetting van vennootschappen zoals bepaald in boek 14, titel 1, hoofdstuk 2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen vindt geen toepassing.”

Elke statutaire aanpassing in de (her-)verzekeringsondernemingen is onderworpen aan de **voorafgaande goedkeuring van zowel de NBB²³ als de FSMA²⁴** en aan de bijzondere vennootschapsrechtelijke meerderheden van leden, vennoten of aandeelhouders op de bijzondere algemene vergaderingen.

De memorie van toelichting citeert als dwingende bepalingen behalve de benaming van de rechtsvorm:

“Andere dwingende bepalingen die onmiddellijk van toepassing worden zijn onder meer:

- de uitsluiting van arbeidsovereenkomsten voor bestuurders (art. 5:70 en 7:85), de leden van de raad van toezicht (art. 7:105) en de directieraad (art. 7:107) in die hoedanigheid;
- de verruiming van het begrip dagelijks bestuur (art. 5:79, 7:121 en 9:10);
- de regeling van de belangenconflicten in het bestuursorgaan (art. 5:76, 7:96 en 9:8) en in genoteerde vennootschappen van de belangenconflicten met verbonden natuurlijke of rechtspersonen (art. 7:97);
- de regels over winstuitkering in de BV (art. 5:141 tot en met 5:144 en ook in de CV) en de toepassing daarvan op andere vormen van uitkering (verkrijging van eigen aandelen of certificaten, art. 5:145);
- sommige bepalingen bij uittreding ten laste van het vermogen (...) in de CV (art. 6:9);
- sommige bepalingen betreffende verkrijging van eigen aandelen, winstbewijzen en certificaten in de NV (art. 7:215 tot en met 7:225);
- het algemeen regime van de bestuurdersaansprakelijkheid (art. 2:55 – 2:57), de nietigheid van besluiten van organen (art. 2:41 tot en met 2:47), de vereffening (art. 2:75 tot en met 2:101),
- de wijze van stemming ter algemene vergadering en in het bijzonder de neutralisering van de othoudingen (art. 5:100, 7:153 en 9:21).

Andere dwingende bepalingen, zoals de uitgifte van nieuwe aandelen (art. 5:121 en 7:179) hebben betrekking op verrichtingen die een statutenwijziging vereisen, in welk geval de statuten aan de bepalingen van het wetboek moeten worden aangepast zoals in § 1, derde lid, is voorgeschreven.

Omgekeerd heft het wetboek een aantal dwingende wetsbepalingen op, zoals ter zake van kruisparticipaties of obligatieleningen. Het spreekt voor zich dat de partijen van de nieuwe vrijheid gebruik kunnen maken.”²⁵

15. In deze bijdrage wordt minder op de problematieken van aandeelhouders, aandelen en notering ingegaan. De meeste verzekeringsondernemingen zijn immers een onderdeel van een financiële groep die voortaan 100 % van het kapitaal kunnen aanhouden. De vereisten inzake eigen vermogen worden uitvoerig in de SII-Wet uitgewerkt en zijn van openbare orde.²⁶ Voor de coöperatieve vennootschappen en de verenigingen is er geen maatschappelijk kapitaal meer; het lot van de eigen vermogensbestanddelen wordt verder besproken (zie nr. 21 e.v.).

16. Het verdient absoluut **aanbeveling de statuten** tot een geheel van duidelijke artikelen van toepassing op de individuele onderneming **te herwerken**. Immers, de WVV, de SII-Wet en haar circulaires bevatten veel opties enerzijds. Anderzijds levert de selectie van voor de verzekeraars geldende regels en de relevante passages uit het WVV en de parlementaire voorbereiding ruim 100 dichtbedrukte A4-pagina's op.

Voor de vennoten of aandeelhouders, de bestuurders, directeurs en managers – ongeacht hun vorming – zijn **de statuten hiervan de synthese**. Het adagium dat “elke burger geacht wordt de wet te kennen” geldt evenmin voor het vennootschapsrecht als voor elke andere tak van de wetgeving.

c. Het voorwerp en de doelen van de verzekeringsonderneming

17. De SII-Wet bepaalt én beperkt het voorwerp van de verzekeraars in de artikelen 18 en 34 tot strikte (her-)verzekeringsactiviteiten volgens de grote indelingen “Leven en/of Niet-Leven en/of Herverzekering met holdingfunctie”.²⁷ en eruit rechtstreeks voortvloeiende verrichtingen. De huidige statuten van de

23. Art. 32 tot 34 en 317 SII-Wet.

24. Art. 9 en 12 Verzekeringwet bepalen:

Art. 9. De Belgische verzekeraars moeten uit hun statuten elke bepaling weren die nadelig is voor de verzekeringnemers, de verzekerden, de begunstigen en derden die belang hebben bij de uitvoering van de verzekeringsovereenkomst.

Art. 12. § 1. Ten minste drie weken vóór het samenkomen van de algemene vergadering of bij ontstentenis ervan, van het beslissingsorgaan van de onderneming, stellen de Belgische verzekeringsondernemingen de FSMA in kennis van de ontwerpen van wijzigingen aan de statuten en de ontwerpen van de beslissingen die zij van plan zijn tijdens die vergadering te nemen en die een weerslag zouden kunnen hebben op de rechten en de verplichtingen van de verzekeringnemers, verzekerden, de begunstigen en derden die belang hebben bij de uitvoering van de verzekeringsovereenkomsten. De FSMA kan eisen dat de door haar geformuleerde opmerkingen betreffende die ontwerpen op de wijze die zij voorschrijft ter kennis worden gebracht van de algemene vergadering of, bij ontstentenis ervan, van het beslissingsorgaan van de onderneming. Die opmerkingen en de antwoorden moeten in de notulen worden opgenomen.

25. MvT, *Parl.St.*, nr. 54K311901, 340.

26. SII-Wet, art. 35-39, 64-73 en 151-189.

Zie voor uitvoerige commentaar: C. JAMMAERS, geciteerd artikel, “4. Fonds propres” en “5. Détention du capital”; “Solvency II (Kritische) analyse van de nieuwe wettelijke bepalingen”, *T.Verz.*, Dossier 2016/21.

27. Art. 34, § 1 S II-Wet: “Onverminderd artikel 18, tweede lid,

1° beperken de verzekeringsondernemingen hun doel tot de verzekeringsovereenkomst en de verrichtingen die daar rechtstreeks uit voortvloeien, met uitsluiting van elke andere handelsactiviteit;

2° beperken de herverzekeringsondernemingen hun doel tot het herverzekeringsovereenkomstbedrijf en de daarmee samenhangende verrichtingen, met inbegrip van de functie van holding en activiteiten met betrekking tot de financiële sector, in de zin van artikel 2, punt 8, van Richtlijn 2002/87/EG.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 beperken de verzekeringsovereenkomsten van onderlinge bijstand hun activiteiten tot de ziekteverzekeringen in de zin van tak 2 als vermeld in Bijlage I en, aanvullend, tot de hulpverlening die behoort tot tak 18 als vermeld in Bijlage I.

S II-Wet, art. 18. De in artikel 17 bedoelde vergunning wordt verleend: (...)

2° wat het herverzekeringsovereenkomstbedrijf betreft, voor de herverzekeringsovereenkomst “niet-leven”, voor de herverzekeringsovereenkomst “leven” of voor beide types van herverzekeringsovereenkomsten.

De vergunning bedoeld in het eerste lid, 1°, kan binnen de door de Bank bepaalde grenzen gecumuleerd worden met de vergunning bedoeld in het eerste lid, 2°”

verzekeringsondernemingen bevatten nog beschrijvingen van types verzekeringen of van (verboden) ruime financiële activiteiten of van de handelsactiviteiten in de ruimste zin.

18. De S II-Wet bevat nieuwe definities voor een verzekeringsonderneming (art. 5.1° “*verzekeringsonderneming: onderneming die voor eigen rekening het verzekeringsbedrijf uitoefent, namelijk het bedrijf dat bestaat in het sluiten van verzekeringsovereenkomsten of het uitvoeren van verzekeringsverrichtingen*”) en herverzekering (art. 5.2°²⁸). Dit gaat samen met het exclusief publiekelijk gebruik van de termen (her-)verzekeraar of (her-)verzekeringsonderneming.²⁹

Deze definities en afbakeningen zijn niet vaak in de statuten terug te vinden. De verplichte opkuisoperatie ingevolge het overgangsrecht van het WVV is het aangewezen moment voor een grondige reflectie hierover.

Voor de VMOB is het voorwerp wettelijk nog stringenter beschreven: niet alleen beperkt tot “niet-leven”, maar daarenboven tot de tak Ziekte en aanvullende hulpverlening. Verrichtingen inzake levensverzekering, herverzekering en holding zijn zonder meer uitgesloten.

19. Het WVV heeft ook een impact³⁰ op het voorwerp van de (her-)verzekeraars. Het WVV laat immers toe (of verplicht) om binnen het voorwerp meerdere doelen op te nemen (art. 1:1, art.2:8, § 2 11°³¹).

Artikel 1:1. Een vennootschap wordt opgericht bij een rechtshandeling door één of meer personen, vennoten

genaamd, die een inbreng doen. Zij heeft een vermogen en stelt zich de uitoefening van één of meer welbepaalde activiteiten tot voorwerp. Een van haar doelen is aan haar vennoten een rechtstreeks of onrechtstreeks vermogensvoordeel uit te keren of te bezorgen.

Voorbeelden hiervan zijn:

- in het licht van het duurzaamheidsbeleid dat aan de instellingen van openbaar belang wordt opgelegd, is het nuttig in de eigen statuten een bijkomend doel voor de oprichting of deelname aan verenigingen of stichtingen op te nemen, zoals in de Amendementen 331 en 332 werd betoogd³²;
- de diverse financiële bedrijven kregen alle een afzonderlijk wettelijk statuut, waardoor hierin participeren een deel van het eigen doel moet worden;
- het WVV verplicht de coöperatieve vennootschappen het voorwerp, de activiteiten, de missie en de waarden te definiëren (zie nr. 24);
- en de laatste, niet onbelangrijke reden voor een nauwkeurige inventaris: de fiscale administratie bewaakt de aanwending van gelden in functie van het voorwerp en verwerpt de kosten die zij daarmee niet in overeenstemming beoordeelt.

20. Rechtstreekse verrichtingen uit de verzekeringsactiviteit

Welke zijn “de verrichtingen die daar rechtstreeks uit voortvloeien, met uitsluiting van elke andere handelsactiviteit”?³³ Een grondig nazicht van de door de onderneming ontplooidde activiteiten versus haar statutair doel is aanbevolen.

28. ^{2°} herverzekeringsonderneming: onderneming die voor eigen rekening het herverzekeringbedrijf uitoefent, namelijk: a) het bedrijf dat bestaat in het overnemen van risico's die door een verzekeringsonderneming of een andere herverzekeringsonderneming worden overgedragen b) in het geval van de groep van “underwriters” bekend onder de naam “Lloyd's”: het bedrijf dat er voor een andere verzekerings- of herverzekeringsonderneming dan Lloyd's in bestaat de risico's over te nemen die door een lid van Lloyd's worden overgedragen. Met het herverzekeringbedrijf wordt gelijkgesteld de dekking die een herverzekeringsonderneming voor eigen rekening biedt aan een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening die onder de toepassing valt van de titels II en III van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening.

29. M. THIRION, “Wet Solvency II: enkele (juridische) nieuwigheden ten opzichte van de Controlewet”, *T.Verz.*, Dossier 2016/21, nrs. 2-4, p 159-164.

G. MAELFAIT, “De Nationale Bank van België voor de Belgische verzekeraar: toezichthouder, rechter en ‘meester-bestuurder?’”, *T.Verz.*, 2017/2 nr. 399, “E.1. Vergoedingplicht”, 135.

30. In andere zin: C. JAMMAERS, geciteerd art., “3. Objet social”.

31. Art. 2:8, § 2: “Het uittreksel uit de oprichtingsakte (...) bevat: 11° in voorkomend geval, de precieze omschrijving van het doel of de doelen die zij nastreeft bovenop het doel om aan haar vennoten een rechtstreeks of onrechtstreeks vermogensvoordeel uit te keren of te bezorgen.”

32. Amendementen ingediend door dhr. DE LAMOTTE, *Parl.St.* 26 september 2018, nr. 54K3119/008, 190-192.

Amendement 331 – toelichting: “(...) De voorwaarde voor coöperatieve vennootschappen die erkend zijn als sociale onderneming dat zij ‘hoofdzakelijk tot doel [hebben], in het algemeen belang, een positieve maatschappelijke impact te bewerkstelligen op de mens, het milieu of de samenleving’ (art. 8:5), impliceert dat een vennootschap meerdere doelen kan hebben.” In de memorie van toelichting (nr. 54 3139/001, 9) gaat het in de Franse tekst trouwens over vennootschappen die een “objet désintéressé” kunnen hebben, wat dus een “but désintéressé” vooronderstelt.

Dit amendement strekt ertoe te verduidelijken dat een vennootschap meerdere doelen kan hebben – ook belangeloze doelen – en daarbij nogmaals aan te geven dat een vennootschap tot doel heeft minstens een deel van haar winst te verdelen onder haar vennoten (terwijl bij verenigingen elke vorm van uitkering uitgesloten is). Echt liberalisme betekent dat de vennoten de doelen die een voorwaarde vormen voor het nastreven van het baatzuchtig en vermogensgericht doel, zelf kunnen kiezen. Dit sluit aan bij de flexibilisering die bij de hervorming van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen wordt nagestreefd.

Het is nuttig dat de mogelijkheid meerdere doelen te hebben, wordt verduidelijkt teneinde het vermoeden te weerleggen als zou de wet alle activiteiten van een vennootschap verplicht ondergeschikt maken aan de uitkering of het bezorgen van een rechtstreeks of onrechtstreeks vermogensvoordeel aan de vennoten van de vennootschap. Het is eveneens nuttig de oprichters van een vennootschap aan te zetten tot nadenken over andere doelen dan de louter winstuitkering, over doelen die bijvoorbeeld betrekking hebben op de samenleving of het milieu. Het opnemen van de verschillende doelen in de statuten van de vennootschap biedt ten slotte een wettelijke bescherming aan de directeurs die bij hun beslissingen rekening houden met niet-financiële belangen. Indien het doel van winstuitkering niet gekoppeld is aan andere doelstellingen, kan dat ernstige gevolgen hebben voor mens en milieu.”

Amendement 332: “(...)

Aangezien een vennootschap verschillende doelen kan hebben (cf. het amendement op artikel 1:1), gaat het erom ze te inventariseren in de oprichtingsakte, naar het voorbeeld van wat gebeurt voor de vzw's (artikel 2:9, § 2, 4°), de ivzw's (artikel 2:10, § 2, 3°) en de stichtingen (artikel 2:11, § 2, 3°).”

Het opnemen van de potentieel verschillende doelen in de statuten van de vennootschap biedt een wettelijke bescherming aan de directeurs die bij hun beslissingen rekening houden met niet-financiële belangen.

33. In het huidige recht spreken we beter van een “economische activiteit” na de afschaffing van het onderscheid tussen burgerlijke en handelsactiviteiten.

In de Verzekeringwet voert de IDD-Wet³⁴ in dat de verzekeringsondernemingen rechtstreeks aan de **“verzekeringsbemiddeling”** kunnen deelnemen zonder bijkomende inschrijving in de registers van de verzekeringstussenpersonen die door de FSMA worden aangehouden.³⁵ Alle aspecten van de verzekeringsbemiddeling, zowel de directe verkoop, het leiden van een agentennetwerk of van andere distributiekanaalen, als het polis- en schadebeheer, zowel binnen de onderneming als in filialen of participaties horen bij de rechtstreekse verrichtingen. Die hebben dus geen aparte vermelding in het voorwerp van de onderneming nodig. Daarentegen horen er niet onder: het zelfstandig uitvoeren van het beroep van “verzekersmakelaar”, “verzekeringsagent”, “nevenverzekeringstussenpersoon”, “subagent” of “gemachtigde onderschrijver”.³⁶ Die vereisen een aparte vergunde rechtspersoon en vermelding als bijkomend doel in de statuten van de verzekeraar.

In de hypotheekwet van 1992 kon de verzekeringsonderneming tevens **hypothecaire kredieten** verstrekken. Het Wetboek Economisch Recht bepaalt in Boek VII sinds de recentste wijzigingen bij wetten van 19 en 30 juli 2018 de bijzondere vergunningsvoorwaarden voor een kredietgever en kredietbemiddeling. Volgens artikel VII.163, § 2 kan een **dochteronderneming van een (her-)verzekeraar** dergelijke vergunning verkrijgen. De (hypothecaire) kredietverstrekking is derhalve geen rechtstreekse verrichting meer van een (her-)verzekeraar. Het aanhouden van een filiaal dat aan (hypothecaire) kredietverstrekking of -bemiddeling doet, moet expliciet als een doel binnen het voorwerp worden vermeld. Het beheren in run-off van de hypotheekportefeuille kan onder het vermogensbeheer worden gekwalificeerd.

De (her-)verzekeringsondernemingen mogen het **beheer van hun activa voor eigen rekening** uitoefenen.³⁷ Dit hoort ook onder de rechtstreekse verrichtingen. Het (gedeeltelijk) aanhouden van een vermogensbeheerder hoort niet bij de normale verzekeringsactiviteit.

Shared services van IT, logistiek, boekhouding en andere supportactiviteiten horen bij de rechtstreekse verrichtingen. De vennootschap waarin de samenwerking wordt georganiseerd, moet zich uitsluitend naar ondernemingen binnen de eigen groep of de verzekeringssector richten om aan de vereiste van de specificiteit te blijven voldoen. Die kan voortaan als BV worden ingericht; de ESV verliest immers haar

rechtspersoonlijkheid op 1 januari 2024 en de cv komt niet in langer in aanmerking.

21. De laatste tien jaar kende de regelgeving een enorme groei van **specifieke financiële beroepen**. Met een historisch parfum van het middeleeuwse ambacht wordt voor elke activiteit een apart beroep gecreëerd via een aparte onderneming, een vergunningsplicht, een exclusieve titel en een overheidstoezicht. Per definitie kan een (her-) verzekeringsonderneming dergelijke activiteiten niet meer ontwikkelen.

Volgens de website van de FSMA gaat het om:

- de bemiddeling in hypothecaire of in consumentenkrediet (wet van 22 maart 2006);
- de vennootschap voor vermogensbeheer en beleggingsadvies (wet van 25 oktober 2016);
- de gereglementeerde vastgoedvennootschap (wet van 12 mei 2014);
- de instelling voor bedrijfspensioenvoorziening (wet van 27 oktober 2006);
- de instellingen voor collectieve belegging en hun beheerder (wet van 3 augustus 2012);
- de alternatieve instellingen voor collectieve belegging (wet van 19 april 2014);
- de crowdfundingplatformen (wet van 18 december 2016).

d. De coöperatieve vennootschap – CV

22. De verzekeraars die onder rechtsvorm van CVBA werken, krijgen een nieuw wettelijk kader en heten voortaan: “Coöperatieve Vennootschap”.³⁸ In de laatste week van de parlementaire behandeling werd het ontworpen Boek 6 met dertien artikelen uiteindelijk bij Amendement 463 vervangen door 130 artikelen. Dit is in ruime mate geïnspireerd op het Amendement 63 van dhr. HENRY en co.

23. Vanaf 1 januari 2020 zijn drie grote wijzigingen zonder statuutaanpassing van toepassing, onverminderd de dwingende bepalingen voor alle vennootschappen en de bijzondere bepalingen voor vennootschappen van openbaar belang (zie nr. 11):

- het gebruik van de benaming “Coöperatieve Vennootschap” en afgekort “CV” in de vennootschapsdocumenten, ongeacht de bestaande rechtsvorm met Beperkte of Onbeperkte Aansprakelijkheid³⁹;
- het vaste kapitaal en de wettelijke reserve worden van rechtswege omgevormd in een statutair onbeschikbare eigen vermogensrekening⁴⁰ en het niet gestorte gedeelte in een rekening “niet-opgevraagde inbrengen”;

34. Wet van 6 december 2018 tot omzetting van Richtlijn (EU) 2016/97 van het Europees Parlement en de Raad van 20 januari 2016 betreffende de verzekeringsdistributie, BS 18 december 2018.

35. Zie hierover: G. MAELFAIT, “Nieuwe IDD-Wet – De rechtstreekse verzekeraar”, *T.Verz.* 2019/1, nr. 406, p. 4-16.

36. Deze laatste categorie is door de Brexit-Wet ingevoerd. Zie vn. 10.

37. Wet van 25 oktober 2016 betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies, BS 18 november 2016. Art. 4, § 1, 2° sluit de vergunningsplicht expliciet uit.

38. In het Frans: “Société Coopérative” – “SC”. Verkort “CV”.

39. Art. 31, lid 2 van de Invoeringswet.

40. Art. 39, § 2, lid 2 van de Invoeringswet.

- nieuwe aandelen kunnen omwille van het schrappen van het kapitaalbegrip niet langer aan nominale waarde worden uitgegeven.⁴¹

24. Essentieel in het concept van de huidige CV is het bestaan en definiëren van **het coöperatieve idee als rechtsgrond**. Zowel de ontwerpers van het wetboek als de parlementaire oppositie benadrukten dit doel.

Internationaal wordt het coöperatief gedachtegoed samengebond in zeven algemeen erkende beginselen: 1. Vrijwillig en open lidmaatschap, 2. Democratische controle door de leden, 3. Economische participatie door de leden, 4. Autonomie en onafhankelijkheid, 5. Onderwijs, vorming en informatieverstrekking, 6. Samenwerking tussen coöperaties en 7. Aandacht voor de gemeenschap. Enkele van deze beginselen kunnen in de formulering van de missie en waarden van een concrete CV worden opgenomen.

Art. 6:1. § 1. De coöperatieve vennootschap heeft tot voornaamste doel aan de behoeften van haar aandeelhouders, dan wel derde belanghebbende partijen te voldoen en/of hun economische en sociale activiteiten te ontwikkelen, onder meer door met hen en haar aandeelhouders overeenkomsten te sluiten over de levering van goederen, de verrichting van diensten of de uitvoering van werken in het kader van de activiteit die de coöperatieve vennootschap uitoefent of laat uitoefenen. De coöperatieve vennootschap kan tevens tot doel hebben aan de behoeften van haar aandeelhouders of haar moedervenootschappen en hun aandeelhouders dan wel hun derde belanghebbende partijen, al dan niet via de tussenkomst van dochtervenootschappen. Zij kan tevens tot doel hebben hun economische en/of sociale activiteiten te bevorderen middels een deelneming in één of meer andere vennootschappen.

§ 4. De coöperatieve finaliteit en de waarden van de coöperatieve vennootschap worden beschreven in de statuten en, in voorkomend geval, aangevuld met een uitvoerigere toelichting in een intern reglement of een handvest.

25. Om te vermijden dat de coöperatieve vennootschap wordt gebruikt door vennootschappen die niet voldoen aan de wezenskenmerken ervan, kan elke CV door de ondernemingsrechtbank op verzoek van het Openbaar Ministerie of van iedere belanghebbende worden ontbonden. **De bestaande CVBA-verzekeraars dienen voor einde 2023 te beslissen over het grondig uitwerken van de coöperatie of over de omvorming naar een NV⁴², onder toezicht en goedkeuring van de NBB.⁴³** Het WVV bevat een bijzonder regime voor omvorming tijdens deze periode.⁴⁴

*“De coöperatieve vennootschap heeft voortaan tot voornaamste doel om aan de behoeften van haar aandeelhouders te voldoen, en biedt aldus een flexibel instrument om de gemeenschappelijke doelstellingen van de aandeelhouders te realiseren”.*⁴⁵

In het oorspronkelijke ontwerp moest de activiteit in hoofdzaak voor de coöperanten/aandeelhouders worden georganiseerd. Dit zou voor de coöperatieve financiële instellingen een reëel probleem uitmaken: de coöperanten zijn niet noodzakelijk gelijk aan de verzekeringnemers of verzekerden, diverse verenigingen of ondernemingen binnen eenzelfde groep of conglomeraat zijn coöperanten, een kwalitatieve⁴⁶ coöperant leverde soms het belangrijkste kapitaal aan. In de nieuwe definitie van artikel 6:1 mag **de CV evenwel ook voor “belanghebbende derden” werken⁴⁷** of een indirecte structuur opzetten.

41. MvT, 140 over art. 5:40 (BV), dat ook voor de CV geldig is.

“De volledige tekst van het huidige artikel 238 W.Venn. wordt geschrapt. (...) De verwijzing in artikel 238 W.Venn. naar ‘met of zonder vermelding van waarde’ was een verwijzing naar de keuze die de vennootschap moest maken tussen aandelen met of zonder nominale waarde. Nu het kapitaalconcept voor de BV (en CV) wordt afgeschaft, is ook het **concept kapitaal-vertegenwoordigende waarde zinledig** geworden, en a fortiori het onderscheid tussen nominale en fractiewaarde dat werd gebruikt om deze kapitaal-vertegenwoordigende waarde op twee verschillende manieren voor te stellen. **De afschaffing van de tekst van het huidige artikel 238 W.Venn. impliceert een verbod voor BV’s om de concepten aandelen met of zonder nominale waarde** of enige vorm van kapitaal-vertegenwoordigende waarde **te gebruiken of ernaar te verwijzen.**”

42. Art. 41, § 2 6e streepje en 41, § 4.

43. SII-Wet vereist de goedkeuring van de NBB bij elke strategische beslissing. Zie hierover: G. MAELFAIT, “De Nationale Bank voor de verzekeraars – Meester-bestuurder?”, T.Verz. 2017/2, www.GMlex.be/Insurance, Binnen de voor de verzekeraars toegelaten vennootschapsvormen is enkel een omvorming naar NV mogelijk. De rechtsvormen van OVV en VMOB zijn gesloten categorieën.

44. *Bijzonder recht bij omvorming*

Art. 14:8. § 1. b) (...) is (...) in de coöperatieve vennootschap **het stemrecht van de vennoten of de aandeelhouders evenredig aan hun aandeel in het vennootschapsvermogen** en wordt het aanwezigheidsquorum berekend naar verhouding van dat vermogen.

Art. 14:8. § 3. Bij de omzetting van een **coöperatieve vennootschap in een naamloze vennootschap**, moet, indien het aanwezigheidsquorum bedoeld in paragraaf 1, 1°, niet wordt bereikt, een tweede algemene vergadering worden samengeroept. Opdat de tweede vergadering geldig zou kunnen beraadslagen en besluiten, is het voldoende dat er één aandeelhouder aanwezig of vertegenwoordigd is.

Art. 14:8. § 4. De instemming van **alle vennoten of aandeelhouders is vereist: (...) 4° indien in de statuten is bepaald dat zij geen andere rechtsvorm mag aannemen**. Deze bepaling van de statuten kan slechts met instemming van alle vennoten of aandeelhouders worden gewijzigd.

Art. 14:8. § 5. In een coöperatieve vennootschap kan, niettegenstaande andersluidende bepaling, **iedere aandeelhouder te allen tijde in de loop van het boekjaar uittreden** vanaf de bijeenroeping van een algemene vergadering die moet besluiten over de omzetting van de vennootschap, zonder dat hij aan enige andere voorwaarde moet voldoen.

Hij geeft van zijn uittreding aan de vennootschap kennis overeenkomstig artikel 2:32 uiterlijk vijf dagen vóór de datum van de algemene vergadering. Zij heeft enkel gevolg als het voorstel tot omzetting wordt aangenomen.

In de oproeping wordt de tekst van deze paragraaf, eerste en tweede lid, opgenomen.

45. MvT, 190-192. Verantwoording bij Amendement 63.

46. “kwalitatieve vennoot” verwijst naar het begrip in art. 39 SII-Wet: een aandeelhouder die meer dan 10 % van het kapitaal in een verzekeraar onderschrijft, moet vooraf de goedkeuring van de NBB krijgen. Zie ook de NBB – circulaire 2017-23.

47. Amendement 63 – dhr. HENRY: “Coöperatieve vennootschappen kunnen verder activiteiten of verrichtingen uitoefenen met personen die geen vennoten zijn: een coöperatieve verzekeringsmaatschappij of een coöperatieve kredietinstelling mag verzekerings- of kredietovereenkomsten voorstellen aan andere mensen dan alleen de vennoten, wat het ontwerp van wetboek al mogelijk maakt.”

Essentiële elementen in de statuten worden: het definiëren van het voorwerp en de doelen, van de missie en de waarden, van de categorie van coöperanten en de categorie(ën) van belanghebbende derden. Bovenop de definitie van het voorwerp als verzekeringsmaatschappij zoals beschreven in nummers 17 en 20.

Bij de beslissing over het al dan niet behouden van de coöperatieve structuur spelen natuurlijk ook andere elementen een rol: het behouden van de historische aandeelhoudersstructuur of het erkennen van het ingebracht kapitaal in aantal aandelen en stemrecht, het behoud van of verwerven van een erkenning door de Nationale Raad voor de coöperatie met stringentere eisen⁴⁸ of om toekomstige groei mogelijk te maken.

Gezien de afschaffing van het kapitaalbegrip per einde 2019, dienen de huidige CVBA's zich hierover snel – en het liefst in 2019 – te bezinnen.

26. De rechten van de aandeelhouders zijn volledig herschreven. Ze worden hetzij dwingend, hetzij default (met statutaire bepalingen) vastgelegd.

Dwingende bepalingen zijn:

- de aandeelhouders verbinden slechts hun inbreng (art. 6:2);
- Leonijnse bedingen die aan één aandeelhouder de gehele winst toekennen of enige deelname in de winst ontzeggen, zijn verboden (art. 6:15);
- de vennootschap moet minstens drie aandelen uitgeven met stemrecht (art. 6:39);
- een aandeel kan slechts worden uitgegeven in ruil voor een inbreng (art. 6:39);
- elk aandeel deelt in de winst en het vereffeningssaldo (art. 6:40);
- bestaande aandeelhouders kunnen op aandelen inschrijven onder de voorwaarden bepaald in de statuten (art. 6:106, § 1);
- derden kunnen op aandelen inschrijven indien zij voldoen aan de statutaire vereisten om aandeelhouder te worden (art. 6:106, § 1);
- de aandeelhouders hebben het recht uit de vennootschap te treden ten laste van haar vermogen (art. 6:120, § 1);
- de aandeelhouder of zijn erfgenamen, schuldeisers of vertegenwoordigers hebben recht op uitkering van de waarde van zijn scheidingsaandeel overeenkomstig (art. 6:120);

- de CV kan de vennootschap een aandeelhouder uitsluiten om een wettige reden en haar statuten kunnen bijkomende redenen bepalen (art. 6:123, § 1).

Defaultregels:

- elk aandeel geeft recht op een gelijk aandeel in de winst en van het vereffeningssaldo (art. 6:40);
- aan elk aandeel is één stem verbonden (art. 6:41);
- de statuten kunnen het aantal stemmen waarover iedere aandeelhouder in de vergaderingen beschikt, beperken (art. 6:44);
- de statuten bepalen dat de raad van bestuur of de algemene vergadering een kandidaat aandeelhouder kan weigeren, op voorwaarde dat de weigering wordt gemotiveerd (art. 6:106, § 1);
- de aandeelhouder wordt in geval van overlijden, faillissement, kennelijk onvermogen, vereffening of onbekwaam verklaring op dat ogenblik van rechtswege geacht uit te treden (art. 6:121);
- de statuten kunnen bepalen dat de aandeelhouder die niet langer beantwoordt aan de statutaire vereisten, wordt geacht op dat ogenblik van rechtswege uit te treden (6:122).

27. De combinatie van de afschaffing van het kapitaalbegrip, van de nominale waarde per aandeel, de vereiste van het stemrecht per aandeel en de beperking van aantal stemmen op de vergaderingen leidt tot een verschuiving van de verhoudingen binnen de coöperatieve verzekeraars. Een nieuw evenwicht moet gezocht worden tussen het coöperatieve idee en het opgebouwde vermogen van de verzekeraar.

Het eigen vermogen naar SII-Wet-normen is een veelvoud van het vaste en variabele kapitaal van de bestaande CVBA's. Het solvabiliteitsvermogen houdt rekening met diverse latenties in de balanscomponenten en is dus nog van een andere orde dan de netto-actiefwaarde die in het WVV (art. 6:115) en het boekhoudrecht wordt vermeld. Het solvabiliteitsvermogen van elke verzekeraar is door het jaarlijkse *Solvency and Financial Condition Report*⁴⁹ publiek bekend.

Dit vermogen verdelen over het aantal coöperanten dan wel over het aantal aandelen is een bijzonder delicaat onderwerp. Voor de intekening van nieuwe aandeelhouders of de uitgifte van nieuwe aandelen dient de onderneming een waarde of waardeberekeningsmethode voorop te stellen.

48. MvT, 190-192: "Vennootschappen die dat willen kunnen wel een erkenning als coöperatieve vennootschap die aansluiting zoekt bij het coöperatief gedachtegoed krijgen op basis van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie en haar uitvoeringsbesluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van coöperatieve vennootschappen. Dergelijke erkenning leidt tot een aantal fiscale voordelen."

De erkenning tot "erkende CV" (KB 4 mei 2016 – BS 17 mei-2016) legt bijkomende voorwaarden op: vrijwillige toetreding van vennoten en verplichte toelating, elke vennoot heeft een gelijk stemrecht, ongeacht het aantal aandelen, het dividend is beperkt tot 6 % van de nominale waarde.

WVV, Art. 8:4. Een coöperatieve vennootschap wiens voornaamste doel erin bestaat om haar aandeelhouders een economisch of sociaal voordeel te verschaffen ter bevrediging van hun beroeps- of persoonlijke behoeften kan worden erkend in toepassing van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor Coöperatie, het Sociaal Ondernemerschap en de Landbouwonderneming en haar uitvoeringsbesluiten. Zij voegt aan de benaming van haar rechtsvorm het woord "erkend" toe, en wordt afgekort als "erkende CV".

Indien zij de in toepassing van voornoemde wet opgelegde beperkingen inzake uitkeringen aan de aandeelhouders niet naleeft, zijn deze uitkeringen nietig. De statuten van een erkende CV kunnen bepalen dat het vermogen dat bij vereffening overblijft na aanzuivering van het passief en terugbetaling van de door de aandeelhouders gestorte en nog niet terugbetaalde inbreng wordt bestemd voor economische of sociale activiteiten die zij beoogt te bevorderen.

49. Art. 95-101 SII-Wet, NBB-circulaires 2016-31 en 2018-23 inzake de Governance van verzekeraars.

Bij de uittrede van bestaande coöperanten kan de historische inbreng conform artikel 6:120, § 1⁵⁰ uitgekeerd worden, voor coöperanten vanaf 1 januari 2020 geldt de concrete inbreng met maximaal het scheidingsaandeel. Het nieuwe begrip van “scheidingsaandeel”⁵¹ bij de defaultwetteksten is nog onduidelijk qua strekking.

e. De Onderlinge Verzekeringsvereniging – OVV

28. De⁵² SII-Wet bepaalt in haar Boek II – Titel III⁵³ de bijzondere regels voor de Onderlinge Verzekeringsvereniging en de Gemeenschappelijke Kas (voor arbeidsongevallen en/of extralegale pensioenvorming).⁵⁴ Mits naleving van de wettelijke voorwaarden en het verkrijgen van een vergunning door de NBB verkrijgen deze verenigingen ingevolge artikel 245 SII-Wet **de rechtspersoonlijkheid**.

29. De SII-Wet en de Verzekeringwet gelden als de bijzondere wetgeving voor deze vennootschapsvorm en haar omvorming, het WVV geldt aanvullend zowel qua de Algemene bepalingen uit haar Deel 1 als Boek 9 (VZW) uit Deel 3.

Het WVV bevat dwingende bepalingen voor de organisaties van openbaar belang (zie nr. 11) en de algemene beginselen voor rechtspersonen. De normen voor de VZW gelden (wellicht) als aanvullend recht.

30. De OVV verloor per 1 november 2018 het burgerlijk karakter en is aan de ondernemingsrechtbank onderworpen ingevolge de hervorming van het ondernemingsrecht bij wet van 15 april 2018.⁵⁵ Vanaf 1 mei 2018 kan de OVV failliet verklaard worden. Artikel 245 S II-Wet moet in haar eerste en laatste alinea nog aan deze wetgeving worden aangepast.

Art. 245. Onderlinge verzekeringsverenigingen hebben een burgerlijk karakter.

Ze hebben rechtspersoonlijkheid. Deze is verworven vanaf de dag waarop hun statuten worden bekendgemaakt op de in artikel 247 voorschreven wijze.

De bevoegdheden die door deze wet aan de rechtbank van koophandel worden toegekend worden in het geval van de onderlinge verzekeringsverenigingen uitgeoefend door de rechtbank van eerste aanleg.

31. De statuten moeten de bepalingen van artikel 247 SII-Wet en van artikel 10 Verzekeringwet opnemen.⁵⁶ Die zijn gelijklopend aan de gebruikelijke vennootschapsregels. Afwijkend was de statutaire vrijheid om de omvang te bepalen van de persoonlijke verbintenissen die door de vennoten worden aangegaan met betrekking tot de vorming en instandhouding van een maatschappelijk fonds.⁵⁷ In het vernieuwde WVV geldt een analoge vrijheid ten opzichte van de aandeelhouders van de CV. De SII-Wet bevat evenwel geen soortgelijke bepaling als voor de leden van de VZW in

50. Art. 6:120, § 1, lid 2: “5° tenzij de statuten anders bepalen, **het bedrag van het scheidingsaandeel** voor de aandelen waarmee de betrokken aandeelhouder verzoekt uit te treden **gelijk is aan het bedrag van de voor deze aandelen werkelijk gestorte** en nog niet terugbetaalde **inbreng, zonder evenwel het bedrag van de nettoactiefwaarde van deze aandelen** zoals die blijkt uit de laatste goedgekeurde jaarrekening, **te overschrijden**”.

51. MvT, 186-188, commentaar bij het art. 5:154: “Een uittreding geeft recht op de betaling van een scheidingsaandeel, dat statutair kan worden bepaald. Als suppletieve regel (de “default”-optie) geldt dat het scheidingsaandeel gelijk is aan het hoogste bedrag van de op de aandelen waarmee wordt uitgetreden werkelijk gestorte en niet-terugbetaalde inbreng en hun boekhoudkundige nettoactiefwaarde zoals die blijkt uit de laatst goedgekeurde jaarrekening. Deze waarde wordt berekend door de nettoactiefwaarde van de vennootschap zoals gedefinieerd in artikel 5:142, derde lid (voor CV Art. 6:120) te delen door het aantal uitstaande aandelen (in voorkomend geval rekening houdend met soortvorming omdat een soort een proportioneel hoger aandeel in die nettoactiefwaarde kan vertegenwoordigen).”

52. In het Frans: “l’association d’assurance mutuelle”. Art. 15 SII-Wet definieert onder 26°: “onderlinge verzekeringsvereniging: een verzekerings- of herverzekeringsonderneming die de rechtsvorm als bedoeld in de artikelen 244 tot 271 van deze wet heeft aangenomen”.

53. S II-Wet – TITEL III – BIJZONDERE BEPALINGEN BETREFFENDE BEPAALDE CATEGORIEËN VAN VERZEKERINGSONDERNEMINGEN, art. 244 tot 293.

54. Art. 246. Een onderlinge verzekeringsvereniging mag “gemeenschappelijke verzekeringskas” worden genoemd wanneer zij verrichtingen uitvoert die geregeld worden door:

1° de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

2° de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector;

3° het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld bij koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en aan de personen bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1° en 2° van het Wetboek van Inkomstenbelastingen 1992, tewerkgesteld buiten een arbeidsovereenkomst.” De Gemeenschappelijk Kas voor arbeidsongevallen is bijkomend aan het toezicht van het Fonds voor arbeidsongevallen onderworpen ingevolge de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

55. Wet van 15 april 2018 houdende hervorming van het ondernemingsrecht, BS 27 april 2018.

56. Art. 247 SII-Wet:

1° 1de naam en de zetel van de vereniging;

2° het doel waarvoor de vereniging is opgericht;

3° de voorwaarden en de wijze van toelating, ontslag en uitsluiting van de vennoten;

4° de omvang van de persoonlijke verbintenissen die door de vennoten worden aangegaan met betrekking tot de vorming en instandhouding van een maatschappelijk fonds;

5° het feit dat er vanaf de rekeningen van de vennoten alleen betalingen aan leden mogen worden verricht indien dit verenigbaar is met de kapitaalvereisten die vastgesteld zijn met toepassing van de artikelen 151 tot 189 of, na ontbinding van de onderneming, indien alle andere schulden zijn voldaan;

6° het feit dat de Bank ten minste een maand van tevoren in kennis wordt gesteld van elke betaling vanaf de rekeningen van de vennoten voor andere doeleinden dan de individuele opzegging van het lidmaatschap en dat zij gedurende deze termijn de voorgenomen betaling kan verbieden;

7° de organisatie en het bestuur van de vereniging, de wijze van benoeming, de bevoegdheden en de duur van het mandaat van de personen die met dat bestuur belast zijn;

8° de wijze van vaststelling en inning van de bijdragen of de premies, evenals van de eventuele supplementen voor de afwikkeling van de schadegevallen;

9° de wijze waarop de rekeningen worden opgemaakt en goedgekeurd;

10° de procedure die gevolgd moet worden in geval van wijzigingen in de statuten of van vereffening van de vereniging, onverminderd de bepalingen van deze wet. Op advies van de Bank en de FSMA kan de Koning alle andere bepalingen vaststellen die moeten worden opgenomen in de statuten van Belgische onderlinge verzekeringsverenigingen.

De statuten en de wijzigingen erin worden in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Art. 10 Verzekeringwet: De statuten van de Belgische onderlinge verzekeringsverenigingen moeten op straffe van nietigheid vermelden: de voorwaarden en de wijze van toelating, ontslag en uitsluiting van de vennoten; de wijze van vaststelling en inning van de bijdragen of de premies, evenals van de eventuele supplementen tot afwikkeling van de schadegevallen;- de procedure in geval van wijzigingen in de statuten of van vereffening van de vereniging, onverminderd de bepalingen van dit deel.

57. De FSMA hernam analoge bepalingen in de Verzekeringwet. Art. 11 Verzekeringwet: “Inzake de ledenrekeningen bepalen de statuten van de Belgische onderlinge verzekeringsverenigingen dat: a) er vanaf deze rekeningen alleen betalingen aan leden mogen worden verricht als zulks geen daling van de reglementaire elementen van het eigen vermogen tot onder het vereiste niveau veroorzaakt, of, na ontbinding van de onderneming, als alle andere schulden zijn voldaan; b) dat de Bank ten minste een maand van tevoren in kennis moet worden gesteld van elke betaling voor andere doeleinden dan de individuele opzegging van het lidmaatschap en dat zij gedurende deze termijn de voorgenomen betaling kan verbieden.”

artikel 9:1 WVV, zodat de aansprakelijkheid (ook bij insolventie) niet wettelijk is uitgesloten.⁵⁸ Deze wettelijke lacune wordt het best zo snel mogelijk verholpen.

32. Herstructurering van OVV

De OVV kan omgevormd worden tot NV of CV⁵⁹ en kan fuseren met een andere OVV.⁶⁰

De normen hiertoe worden in de SII-Wet in detail uitgewerkt als bijzonder recht (art. 248-271 SII-Wet), maar dienen ook aangevuld te worden door het WVV Boek 14 (art. 248 lid 2).⁶¹ De verwijzingen naar het WVV moeten nog in de SII-Wet aangepast worden.

De OVV is een gesloten rechtsvorm: de OVV kan enkel tot NV of CV omgevormd worden (art. 249 SII-Wet).⁶² Andere vormen, zoals CVBA, ESV en VMOB kunnen niet naar een OVV omgevormd worden (art. 249 en 261 S II-Wet). Na de overvorming worden de leden van rechtswege aandeelhouders, behouden zij hun rechten en behoudt de onderneming haar vergunning als verzekeraar (art. 257 S II-Wet).

33. Een bijzondere categorie van OVV wordt genoemd in Afdeling II van dezelfde Titel (art. 275 S II-Wet): de ondernemingen die een overeenkomst hebben gesloten die voorziet in de volledige en systematische herverzekering van de verzekeringsovereenkomsten of in de overdracht van de verplichtingen. Volgens de door de NBB gepubliceerde lijst gaat het om 29 gemeentelijke OVV, 3 ESV en 1 CVBA. Zij zijn wellicht allemaal bij dezelfde herverzekeraar aangesloten.

Ingevolge de IDD-Wet van 6 december 2018 kwalificeert het afsluiten van een herverzekeringsovereenkomst ook als een bijzondere economische activiteit tussen een verzekeringsonderneming en een erkende herverzekeringsovereenkomst.⁶³ De burgerlijke aard

van de activiteit – al afgeschaft door de Ondernemingswet – zou hierdoor ook vervallen.

34. Het risico op hoofdelijke aansprakelijkheid van de leden is sinds 1 mei 2018 een mogelijkheid. Dit risico verdient een grondig onderzoek van de statutaire bepalingen en van de omvang van de herverzekeringsovereenkomsten.

f. De Verzekeringsmaatschappij van Onderlinge Bijstand – VMOB

35. Voor⁶⁴ de hospitalisatieverzekeraars bij de ziekenfondsen is er nog een extra stapeling van wetten: de mutualiteitswet van 1990⁶⁵, de SII-Wet als verzekeraar, het WVV in haar Deel 1, als organisatie van openbaar belang en (wellicht ook) Boek 9 van Deel 3.

De Mutualiteitswet⁶⁶ bepaalt in artikel 9, § 1 septies de rechtspersoonlijkheid, de aansluiting van de leden, de democratische samenstelling van de Algemene vergadering en de verkiezing van de Raad van Bestuur.

De SII-Wet bepaalt het voorwerp, de doelgroep van verzekeringnemers en de governance. Het voorwerp van de VMOB is niet alleen beperkt tot verzekeringsactiviteiten, maar daarenboven tot één verzekeringsstak.⁶⁷

Voor de 9 VMOB⁶⁸ bij de vijf landsbonden van ziekenfondsen gelden **vier aparte regels** (art. 34, § 2, tweede lid⁶⁹ Mutualiteitswet): enkel de bij de aanvullende ‘verzekering’ aangesloten leden kunnen verzekeringnemer van een VMOB worden en een aantal bijzondere categorieën van historische verzekeringnemers of nieuwe leden bij de verplichte ziekteverzekering.

Het WVV bevat dwingende bepalingen voor de organisaties van openbaar nut (zie nr. 11) en de algemene

58. Art. 9:1. De VZW is een vereniging met rechtspersoonlijkheid waarvan de leden in die hoedanigheid niet aansprakelijk zijn voor de verbintenissen die de vereniging aangaat.

59. Art. 248. Een onderlinge verzekeringsvereniging kan gebruikmaken van de mogelijkheid die in de art. 774 en 775 van het Wetboek van Vennootschappen wordt geboden om een andere rechtsvorm aan te nemen. (nu: 14:1 en 14:2).

Art. 249. Een onderlinge verzekeringsvereniging kan enkel worden omgezet in een van de rechtsvormen van handelsvennootschappen, als bedoeld in art. 33.

60. Art. 261. Onverminderd de artikelen 102 tot 106 kan een onderlinge verzekeringsvereniging door overneming fuseren met een andere onderlinge verzekeringsvereniging. Wanneer een onderlinge verzekeringsvereniging door overneming fuseert met een andere onderlinge verzekeringsvereniging, zijn de in boek XI van het Wetboek van Vennootschappen vervatte bepalingen betreffende fusie door overneming van toepassing.

61. Art. 248. Lid 2 Wanneer een onderlinge verzekeringsvereniging gebruikmaakt van de voornoemde mogelijkheid, zijn de bepalingen van deze Afdeling van toepassing. Deze bepalingen zijn van toepassing in afwijking van de artikelen 776 tot 788 van hetzelfde Wetboek, behalve wanneer er uitdrukkelijk naar verwezen wordt in deze Afdeling. (nu: 14:3 – 14:14; artikel 788 werd geschrapt).

62. Zie vn. 59.

63. De definities in art. 5, ingevoerd door art. 13,m van de wet van 6 december 2018, verwijzen hier telkens naar: 21° “herverzekeringstussenpersoon”: elke rechtspersoon of elke natuurlijke persoon werkzaam als zelfstandige in de zin van de sociale wetgeving, die geen herverzekeringsonderneming is, en die, tegen vergoeding, toegang heeft tot het herverzekeringstussenpersoon of het herverzekeringstussenpersoon; 21°/2 “herverzekeringmakelaar”: de herverzekeringstussenpersoon die **verzekeringsondernemingen en herverzekeringsondernemingen met elkaar in contact brengt**, zonder in de keuze van deze herverzekeringsondernemingen gebonden te zijn; 49° “herverzekeringstussenpersoon”: de werkzaamheden die bestaan in het adviseren over, het voorstellen van, het realiseren van voorbereidend werk tot het sluiten van herverzekeringsovereenkomsten, of in het sluiten van herverzekeringsovereenkomsten, dan wel in het assisteren bij het beheer en de uitvoering van herverzekeringsovereenkomsten, in het bijzonder in het geval van een schadegeval, ook wanneer deze werkzaamheden door een herverzekeringsonderneming worden uitgevoerd zonder tussenkomst van een herverzekeringstussenpersoon (...).

64. In het Frans: “société mutualiste d’assurance” – SMA. Art. 15.79° SII-Wet.

65. Art. 15.79° “verzekeringsmaatschappij van onderlinge bijstand”: een maatschappij als bedoeld in de art. 43bis, § 5 en 70, § 6, 7 en 8 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen.

66. Wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en landsbonden, gewijzigd door de wet van 2010. Hierna “Mutualiteitswet”.

67. Zie nr. 18 en noot 26.

68. Zie Website Controledienst voor ziekenfondsen, gegevens op 30 april 2019.

69. Art. 34, § 2 tweede lid “Aansluiting bij de in het eerste lid bedoelde verzekeringen is voorbehouden aan de volgende personen:

1° wat de maatschappijen van onderlinge bijstand betreft die met toepassing van artikel 43bis, § 5 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen zijn opgericht, de **personen die zijn aangesloten bij het ziekenfonds** of de ziekenfondsen die bij de verzekeringsmaatschappij van onderlinge bijstand zijn aangesloten;

2° wat de verzekeringsmaatschappijen van onderlinge bijstand betreft die met toepassing van artikel 70, § 6, 7 en 8 van de voormelde wet van 6 augustus 1990 zijn opgericht, **de in diezelfde paragrafen bedoelde personen.**

beginselen voor alle rechtspersonen. De normen voor de VZW gelden expliciet niet als aanvullend recht (art. 73 Mutualiteitswet). Misschien was dit historisch verantwoord omdat de VZW geen winstgevende noch economische activiteit mocht uitbaten, doch dit is in het WVV nu expliciet toegelaten.

2. Het bestuur van de verzekeraar

36. Het WVV heeft niet alleen een impact op de rechtsvorm, maar ook op het bestuur van de verzekeraar. We overlopen de belangrijkste elementen ervan: de governance, het statuut van de bestuurder, de besluitvorming en de bestuurdersaansprakelijkheid.

a. De governance

37. De governance van verzekeringsondernemingen is in de SII-Wet uitvoerig geregeld. De bijzondere bepalingen zijn in diverse lezingen en artikels beschreven. Zie de voetnoot⁷⁰ waarnaar hier wordt verwezen.

38. Het specifieke duale governancemodel voor de financiële sector is voorlopig behouden: het **directiecomité** – waarbij minstens drie leden van het directiecomité tegelijk bestuurder zijn – **blijft voor de verzekeraars verplicht**. In het WVV wordt het directiecomité evenwel afgeschaft en slechts tijdelijk tijdens de overgangperiode behouden.⁷¹ Slechts bij de beursgenoteerde NV kan men kiezen voor een duaal model met de invoering van een aparte Directieraad naast de Raad van Toezicht.

39. De Invoeringswet bepaalt dat **de bevoegdheden van het Directiecomité** van een verzekeraar gelijkgesteld worden aan die van een Directieraad. Ze **worden voortaan toegewezen** en niet meer door de Raad van Bestuur gedelegeerd. Het Directiecomité oefent in analogie met artikel 7:110 WVV maar op basis van de SII-Wet artikel 7:110 WVV **naast de operationele en het dagelijks bestuur ook alle residuaire bevoegdheden** uit. Het operationele bestuur omvat het dagelijks bestuur, ook in zijn vernieuwde formulering.⁷² De memorie van toelichting is over de omvang van de bevoegdheden zeer helder: “Alle niet aan de raad van toezicht

voorbehouden bevoegdheden komen toe aan de directieraad, die ze uitoefent zoals een monistische raad van bestuur. De directieraad is dus exclusief bevoegd voor de operationele werking van de vennootschap en heeft de residuaire bevoegdheden. Belangrijk is dat de algemene vertegenwoordigingsbevoegdheid uitsluitend bij de directieraad ligt: de raad van toezicht is enkel vertegenwoordigingsbevoegd voor de hem voorbehouden materies.”⁷³

Dezelfde norm geldt voor alle verzekeraars, ook deze in de vorm van CV, OVV, VMOB of Europese vennootschap. De statuten dienen hieraan te worden aangepast. De Invoeringswet wijzigt immers de bepalingen van de SII-Wet zelf:

“Artikel 45, § 1, eerste lid, van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen wordt vervangen als volgt:

“§ 1. Iedere verzekerings- of herverzekeringsonderneming die is opgericht als naamloze vennootschap richt een directiecomité op dat de bevoegdheden heeft van de directieraad zoals bepaald in artikel 7:110 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.”

Art. 46. § 1. De statuten van de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen die anders dan als naamloze vennootschap zijn opgericht, met inbegrip van de Europese vennootschap⁷⁴, voorzien in de oprichting, binnen het wettelijk bestuursorgaan, van een orgaan, “directiecomité” genaamd, waaraan alle bestuursbevoegdheden van het wettelijk bestuursorgaan worden overgedragen, met uitsluiting van de vaststelling van het algemeen beleid en van de handelingen die bij het Wetboek van Vennootschappen of bij deze wet zijn voorbehouden aan het wettelijk bestuursorgaan.

Behoudens toepassing van artikel 56, § 3 is het directiecomité samengesteld uit minstens drie personen die lid zijn van het wettelijk bestuursorgaan.

§ 2. De meerderheid van de leden van het wettelijk bestuursorgaan zijn geen lid van het in paragraaf 1 bedoelde directiecomité.

§ 3. De functie van voorzitter van het wettelijk bestuursorgaan mag niet worden uitgeoefend door een lid van het directiecomité.

70. C. JAMMAERS, “Impacts de la réforme du Code des sociétés sur la gouvernance des entreprises d’assurances”, *Rev. banc. fin.* 2019, nr. 6. J.-C. ANDRÉ-DUMONT, *Pilier II (qualitatif): “Le système de gouvernance et la gestion des risques”* in “Solvency II”, *T.Verz.*, Dossier 2016/21, 55-100. Mededeling NBB inzake Governance, 2016-31 en 2018-23. N. STRYPSTEIN, *Dernières évolutions en matière de gouvernance*, Creobis, seminarie “Insurance strategies 2019”, 14/2/2019. L.SCHUERMANS, “Het overheidstoezicht” in *De Verzekeringswet 2014*, ICAV 2, 105-143. G. MAELFAIT, www.GMlex.be/Governance&Finance, *Governancestructuur voor de (her)verzekeraars anno 2016* en *De samenstelling van de raad van bestuur (2016)*. G. MAELFAIT, “De Nationale Bank voor de verzekeraars – Meester-bestuurder?”, *T.Verz.*, 2017/2, www.GMlex.be/Insurance, K. BYTTEBIER, J.DELVOIE en T. WERA (eds.), *Corporate governance in banken*, Intersentia 2015, 411 p.

71. Inclusief de regels van art. 524bis en 524ter Wet Vennootschappen tot aan de dag waarop de statuten in de betrokken vennootschap zijn aangepast. Zie art. 39, § 3 van de Invoeringswet. Deze regels gelden niet meer voor de verzekeraars, ingevolge de gewijzigde artikels 45 en 46 in de SII-Wet.

72. Bepaling in art. 5:79, 6:67 en 7:121 WVV: *Het dagelijks bestuur omvat zowel de handelingen en de beslissingen die niet verder reiken dan de behoeften van het dagelijks leven van de vennootschap, als de handelingen en de beslissingen die, ofwel om reden van hun minder belang, ofwel omwille van hun spoedeisend karakter, de tussenkomst van het bestuursorgaan niet rechtvaardigen*. MvT, 240: “zodra een van de drie criteria vervuld is, valt de handeling of de beslissing onder het dagelijks bestuur. Er wordt daarbij geen onderscheid gemaakt naargelang van de aard van de handeling of de beslissing.(...) Het dagelijks bestuur maakt per definitie deel uit van de bevoegdheden van de directieraad.”

73. MvT bij art. 7:110, 239.

74. Aangevuld door art. 64 van de wet van 2 mei 2019 inzake de Economie, *Parl.St.*, nr. 3570, gestemd op de laatste zitting van de Kamer op 25 april 2019, *B.S.* 22 mei 2019.

§ 4. Het dagelijks bestuur mag aan een niet-uitvoerend lid van het wettelijk bestuursorgaan niet worden opgedragen.

40. De enige bestuurder in filialen

In de BV kan men een enige bestuurder benoemen. Bij de filialen van verzekeraars die georganiseerd zijn als NV, kan men voortaan het Directiecomité als enige bestuurder benoemen (art. 7:101), met uitzondering van filialen die zelf verzekeraar of bank zijn. De dagelijkse leiding van dergelijke filialen berust dan in handen van het management die geen zelfstandige bestuurders meer hoeven te zijn. Het aansturen van de filialen binnen een verzekeringsgroep wordt hierdoor en mede door de nieuwe bepalingen inzake de besluitvorming juridisch en administratief vereenvoudigd.

b. De bestuurder

Tal van vernieuwde bepalingen grijpen in op het statuut van de bestuurder.

41. Een bestuurdersmandaat kan uitgeoefend worden door een **natuurlijk persoon** of door een rechtspersoon met vaste vertegenwoordiger (art. 2:55), die op zijn beurt hetzij 1 natuurlijke persoon hetzij het volledige “directiecomité” is. Bij de verzekeringsondernemingen dient het bestuurdersmandaat altijd door natuurlijke persoon te worden uitgeoefend. In haar filialen kan de verzekeraar als rechtspersoon, vertegenwoordigd door het directiecomité, aangesteld worden.

Artikel 2:55. WVV is een overname van het bestaande artikel 61, § 2 Wet Vennootschappen, maar met een aantal verduidelijkingen. De Memorie van Toelichting stelt expliciet: “in de eerste plaats worden alle aan een rechtspersoon gegeven “organieke” mandaten onder de regeling van de vaste vertegenwoordiging gebracht, inclusief het dagelijks bestuur. Verder wordt bepaald dat de vaste vertegenwoordiger zelf een rechtspersoon kan zijn, die dan uiteraard op zijn beurt een vaste vertegenwoordiger moet aanduiden” waar de cascade stopt. Een vereenvoudiging voor het nazicht van de “uiteindelijke begunstigde” in de Preventiewet tegen witwassen en terrorismefinanciering (zie ook WVV, art. 1:33 tot 1:36). De regels inzake belangenconflicten voor leden van het bestuursorgaan zijn van toepassing op de vaste vertegenwoordiger met een persoonlijk belangenconflict. De wettelijke voorwaarden van onafhankelijkheid worden beoordeeld, evenals de statutaire of “fit & proper”-voorwaarden waaraan de bestuurder in voorkomend geval moet voldoen (leeftijdsgrens, diplomaverreisten, affiliatievereisten).⁷⁵

42. Het WVV laat voortaan slechts **één bestuursmandaat per bedrijf** toe. Men kan niet meer onder meerdere petjes zetelen. Dus niet meer zetelen als natuurlijke persoon, als vaste vertegenwoordiger van een rechtspersoon of nog in een verdere gradatie.

43. De regel dat een bestuurder “**Ad nutum afzetbaar is**” wordt de defaultnorm, maar is niet meer van openbare orde. Maar het beginsel van de *ad nutum*-opzegbaarheid zonder vergoeding of opzeggingstermijn kan in de statuten of in het benoemingsbesluit worden uitgesloten. De algemene vergadering kan bij gewone meerderheid een bestuurder om wettige reden ontslaan. Dat de bestuurder ook zelf op elk ogenblik zijn ontslag kan aanbieden zonder dat dit moet worden aanvaard, wordt wettelijk bevestigd.

44. Het WVV voert als algemene regel in dat een **bestuursmandaat niet in het kader van een arbeidsovereenkomst** kan worden uitgevoerd. Dit geldt bij de BV (art. 5:70, § 1), bij de CV (art. 6:58, § 1) en NV (art. 7:85, § 1). Deze bepaling geldt niet voor de bestuurders van de VZW (art. 9:6) en dus ook niet voor bestuurders van de OVV. De Mutualiteitswet bepaalt niets voor de VMOB. Voor deze twee types verzekeringsondernemingen wordt dit het best statutair ingeregeld.

Deze regel⁷⁶ is in de rechtsleer en de rechtspraak gegroeid: de bestuurders kunnen hun mandaat enkel in een zelfstandigenstatuut uitoefenen, gelet op hun verantwoordelijkheden en aansprakelijkheid. De bestuurders-leden van de Directiecomités dienen voortaan als zelfstandigen in hoofdberoep te worden vergoed. Dit betekent dat een manager van een verzekeraar die een niet-uitvoerend bestuursmandaat in een filiaal opneemt, hiervoor het statuut van zelfstandige in bijberoep moet hebben. Deze praktijk is in de verzekeringssector courant gezien de regelgeving inzake externe mandaten voor de financiële instellingen.⁷⁷

45. Het WVV hanteert als basisprincipes dat **elk bestuurdersmandaat bezoldigd** is en de financiële en andere voorwaarden **door de algemene vergadering** worden beslist. De besluitvorming blijft niet langer binnen de beslotenheid van de Raad van Bestuur noch *a fortiori* bij het Remuneratiecomité. Niet vergoeden (*id quod plurimumque fit*) moet uitdrukkelijk in de statuten worden voorzien of bij de benoeming worden geacteerd. Elke bestuurder, Corporate Legal counsel, advocaat of boekhouder moet waken over de publicatieregule om de bestuurder te behoeden voor onaangename sociaalzekerheids- of fiscale controles.

De norm sluit aan bij de principes van de internationale Governance Codes. In de nieuwe Belgische Code⁷⁸ luidt Principe 7: “*remunerate fairly and responsibly*”.

75. MvT, 58.

76. MvT, 156.

77. Circulaire NBB over de governancestructuur (2016-31 en Mededeling 2018-23): “Overeenkomstig de Solvabiliteit II-wet (artikel 83) voert de onderneming interne regels voor de externe functies in, en ziet ze toe op de naleving ervan. Het Reglement van 9 juli 2002 en Circulaire PPB-2006-13-CPB-CPA geven een gedetailleerde toelichting bij de na te leven regels voor externe functies en wijst ook op de door de wet vastgelegde onverenigbaarheden voor de niet-uitvoerende bestuurders en de leden van het directiecomité.”

78. Publieke voorstelling bij VBO-FEB op 8 mei 2019. Zie ook de website van Guberna, Instituut voor bestuurders.

De norm wordt opgenomen in WVV, art. 2:50⁷⁹, 5:72, 6: 60 en 7:89. Er is geen bijkomende bepaling bij de VZW en er is niets expliciet voor de OVV opgenomen. De Mutualiteitswet laat in principe toe om bij de VMOB een vergoeding statutair te regelen.

46. De coöptatieregels is strikter geformuleerd.

Art. 6:59. Wanneer de bestuurders een collegiaal orgaan vormen als bedoeld in artikel 6:61, § 1, en de plaats van een bestuurder openvalt vóór het einde van zijn mandaat, hebben de overblijvende bestuurders het recht een nieuwe bestuurder te coöpteren, tenzij de statuten dit uitsluiten.

De eerstvolgende algemene vergadering moet het mandaat van de gecoöpteerde bestuurder bevestigen; bij bevestiging volbrengt de gecoöpteerde bestuurder het mandaat van zijn voorganger, tenzij de algemene vergadering er anders over beslist. Bij gebrek aan bevestiging eindigt het mandaat van de gecoöpteerde bestuurder na afloop van de algemene vergadering, zonder dat dit afbreuk doet aan de regelmatigheid van de samenstelling van het bestuursorgaan tot op dat ogenblik.

47. De definitie van **onafhankelijke bestuurder** is ingevolge een Europese aanbeveling⁸⁰ vereenvoudigd tot de volgende kernbepaling: “een onafhankelijke bestuurder onderhoudt met de vennootschap of een belangrijke aandeelhouder geen relatie die zijn onafhankelijkheid in het gedrang brengt” (art. 7:87).⁸¹ De bestuurder dient hierover zelf te waken en in voorkomend geval de Voorzitter van de Raad van Bestuur in te lichten. De gekende negen negatieve criteria worden opgenomen in de Belgische *Code on Corporate Governance* onder Principe 3.5. De onafhankelijke bestuurder kan voortaan geen variabele vergoedingen in de zin van opties of bonussen meer ontvangen (art. 7:92), presentiegelden horen bij de normale vergoedingswijze.

48. Het WVV noch de SII-Wet voerden **gendercriteria** in voor de verzekeringsondernemingen. De NBB-circulaire 2016-31 beveelt het voeren van diversiteitsbeleid als een best practice aan. Indien de verzekeraar publieke obligaties uitgeeft, wordt hij via art. 1:12.2° wel aan de genderverplichting onderworpen. Op sectorniveau is in 2018 een Charter opgesteld waarin de verzekeringsonderneming zich verbindt tot het laten doorgroeien van vrouwen tot directieleden en een diversiteitsbeleid uit te werken en te voeren op alle niveaus van de organisatie.

c. De besluitvorming

49. De gewone regels van de beraadslagende vergaderingen.

Art. 2:41. Bij gebrek aan andersluidende statutaire bepalingen, zijn de gewone regels van de beraadslagende vergaderingen toepasselijk op de colleges en vergaderingen waarin dit wetboek voorziet, tenzij het wetboek anders bepaalt.

De gewone regels van beraadslagende vergaderingen houden onder meer in dat de besluiten worden genomen met gewone meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde leden, met uitsluiting van de afwezigen, van de nietige stemmen en van de onthoudingen.⁸²

50. De vernieuwde regels inzake **nietigheid van besluiten of stemmingen** gelden voor alle organen (Raden van Bestuur, Directiecomité, adviserende comités) en niet alleen meer bij de algemene vergaderingen.

Nietigheid kan met vormgebreken, inhoudelijke gebreken, geschorste stemrechten of in het WVV vermelde redenen (en die komen legio voor door het hele wetboek) door de rechtbank uitgesproken worden (art. 2:42-2:48).⁸³

79. MvT, 56-57 bij art. 2:50: “Deze bepaling is nieuw en bevestigt de bevoegdheid van de algemene vergadering in vennootschappen en verenigingen om te beslissen over de voorwaarden waaronder een bestuursmandaat wordt toegewezen en vooral uitgeoefend (al dan niet vergoed, hoogte van de vergoeding, eventuele bijdragen tot verzekeringen (aansprakelijkheid, pensioenopbouw, ziekte, ongevallen en overlijden), voordelen in natura (vervoer, communicatiekosten)). Op dezelfde wijze is de algemene vergadering bevoegd om te beslissen onder welke voorwaarden – financiële en andere – dergelijk mandaat wordt beëindigd (al dan niet onafzetbaar lid van een bestuursorgaan, wettige redenen om hem toch af te zetten, opzeggingstermijn en/of -vergoeding). Deze exclusieve bevoegdheid wordt vandaag al erkend, maar wordt wel eens uit het oog verloren. De statuten kunnen de bevoegdheid niet aan een ander orgaan toewijzen.”

80. Aanbeveling van de Europese Commissie van 15 februari 2005 betreffende de taak van niet bij het dagelijks bestuur betrokken bestuurders of commissarissen van beursgenoteerde ondernemingen en betreffende de comités van de raad van bestuur of van de raad van commissarissen, 2005/162/EG, bijlage II.

81. MvT, 227.

82. MvT, 51. Met verwijzing naar F. HELLEMANS, “De algemene vergadering”, nr. 552 en J. VAN RYN, “Principes de droit commercial”, I, nr. 706, en de talrijke verwijzingen aldaar; *addé*: “Le calcul des majorités dans les assemblées délibérantes: le problème des abstentions”, *Courrier hebdomadaire du CRISP* 1968/36 (nr. 424, p. 2-23).

83. Art. 2:42 Een besluit van een orgaan van een rechtspersoon is nietig:

1° wegens enige onregelmatigheid in de wijze waarop een besluit tot stand komt, indien de eiser aantoonde dat de begane onregelmatigheid hetzij de beraadslaging of de stemming heeft kunnen beïnvloeden, hetzij met bedrieglijk opzet is begaan;
2° wegens rechtsmisbruik, misbruik, overschrijding of afwijking van bevoegdheid;
3° wanneer stemrechten werden uitgeoefend die opgeschort zijn krachtens een wettelijke bepaling die niet in dit wetboek is opgenomen en het aanwezigheids- of meerderheidsquorum vereist voor de besluiten ter algemene vergadering niet zou zijn bereikt;
4° wegens enige andere in dit wetboek vermelde redenen.

Art. 2:43. De gronden waarop een stem kan worden nietig verklaard zijn dezelfde als die van rechtshandelingen. De nietigheid van een stem brengt de nietigheid mee van het genomen besluit indien de eiser aantoonde dat de nietige stem de beraadslaging of de stemming heeft kunnen beïnvloeden.

Wanneer een minderheid van de stemgerechtigden haar stemrecht misbruikt derwijze dat een vergadering niet in staat is een besluit te nemen met de door de wet of de statuten vereiste meerderheid, kan de rechter, op vordering van een lid van de betrokken vergadering of van de rechtspersoon, zijn uitspraak laten gelden als een stem uitgebracht door die minderheid.

Art. 2:44. De ondernemingsrechtbank spreekt de nietigheid van een besluit uit op verzoek van de rechtspersoon of een persoon die belang heeft bij de naleving van de rechtsregel die niet is nagekomen.

Hij die voor het bestreden besluit heeft gestemd of die uitdrukkelijk of stilzwijgend afstand heeft gedaan van het recht zich daarop te beroepen, kan de nietigheid ervan niet inroepen, behoudens een gebrek in de toestemming, tenzij de nietigheid het gevolg is van de overtreding van een regel van openbare orde.

Aandeelhouders kunnen de nietigheid van een besluit van de algemene vergadering van obligatiehouders niet inroepen.

Art. 2:48. De nietigheid kan niet worden tegengeworpen aan derden die, op grond van het besluit, rechten jegens de rechtspersoon hebben verkregen zonder dat zij het gebrek waarmee het besluit is behept, kenden of behoorden te kennen. Dit laat het recht op schadevergoeding van de eiser indien daartoe grond bestaat, onverlet. De nietigheid kan evenwel steeds worden tegengeworpen aan de leden van de bestuursorganen die, in die hoedanigheid, op grond van het vernietigde besluit rechten jegens de rechtspersoon hebben verkregen.

Bij de verzekeraars heeft de NBB een beslissende stem inzake strategische beslissingen, statutenwijzigingen en de jaarlijkse besluiten op de algemene vergadering. De NBB kan altijd aanbevelingen formuleren of als belanghebbende derde voor de rechtbank optreden.⁸⁴

51. De mogelijkheid tot **schriftelijke besluitvorming** wordt bij alle vennootschapsvormen fors uitgebreid (art. 5:75, 6:63, 7:95 en 7:113). Steeds blijft eenparigheid vereist. Dergelijke besluitvorming zal de aansturing van filialen efficiënter laten verlopen: besluiten die overlegd en genomen worden in het Directiecomité van de verzekeraar kunnen met deze techniek ook als besluit van de monistische raad van bestuur van het filiaal (zie nr. 40) genotuleerd worden.

Art. 6:63. De notulen van de vergaderingen van een collegiaal bestuursorgaan worden ondertekend door de voorzitter en de bestuurders die erom verzoeken; kopieën voor derden worden ondertekend door één of meer bestuurders met vertegenwoordigingsbevoegdheid.

De besluiten van een collegiaal bestuursorgaan kunnen bij eenparig schriftelijk akkoord van alle bestuurders worden genomen, met uitzondering van de besluiten waarvoor de statuten deze mogelijkheid uitsluiten.

52. Het WVV schaft de facto de doorslaggevende stem van Voorzitter af.

Artikel 7:85, § 1 vereist een collegiaal bestuursorgaan met minstens drie bestuurders en schorst bij tweehoofdige raden van bestuur elke bepaling die aan een lid (doorgaans statutair de Voorzitter) een doorslaggevende stem toekent.

De SII-Wet maakt dergelijke bepaling ook overbodig door te vereisen dat de meerderheid van de bestuurders geen lid zijn van het directiecomité (art. 45, § 2), waardoor altijd een oneven aantal bestuurders zetelen en dat de functie van voorzitter van de raad van bestuur niet mag uitgeoefend worden door een lid van het directiecomité (art.45, § 3).

53. Het WVV vernieuwt in belangrijke mate de regels rond **Belangenconflicten**. Het concretiseert het Principe 6 van de Belgische Code Governance: “*All board members shall demonstrate independence of mind and shall always act in what they consider the best interest of the company.*” Binnen het voor een financiële instelling verplichte integriteitsbeleid zijn de regels van het WVV over de vermogensrechtelijke conflicten slechts minimumnormen. In dergelijk beleid dient men ook over niet-vermogensrechtelijke conflicten gelijk(w)aardige regels op te nemen.

In alle vennootschapsvormen gelden dezelfde principes, zie artikel 5:76, 6:64⁸⁵, 7:96 en 9:8. Voor de verzekeraars heeft de Invoeringswet in artikel 23 een analogoos artikel voor de besluitvorming binnen een

84. G. MAELFAIT, “De NBB: meester-bestuurder”, *T.Verz.* 2017/2.

85. Art. 6:64, § 1. Wanneer het bestuursorgaan een beslissing moet nemen of zich over een verrichting moet uitspreken die onder zijn bevoegdheid vallen, waarbij een bestuurder een rechtstreeks of onrechtstreeks belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met het belang van de vennootschap, en er zijn meerdere bestuurders die elk individueel bevoegd zijn om de vennootschap te besturen en te vertegenwoordigen, moet de betrokken bestuurder dit mededelen aan de andere bestuurders. Zijn verklaring en toelichting over de aard van dit strijdig belang worden opgenomen in de notulen van een vergadering van die andere bestuurders. Die andere bestuurders nemen de beslissing of voeren de verrichting uit. In dat geval mag de bestuurder met het belangenconflict niet deelnemen aan de vergadering van de andere bestuurders over deze beslissingen of verrichtingen.

Wanneer alle bestuurders een belangenconflict hebben, wordt de beslissing of de verrichting aan de algemene vergadering voorgelegd; indien de algemene vergadering de beslissing of de verrichting goedkeurt, kan het bestuursorgaan ze uitvoeren.

§ 2. Als de statuten bepalen dat het bestuursorgaan een collegiaal orgaan is, dan wordt de beslissing genomen of de verrichting uitgevoerd door het bestuursorgaan, waarbij de bestuurder met het belangenconflict niet mag deelnemen aan de beraadslagingen van het bestuursorgaan over deze beslissing of verrichting, noch aan de stemming in dat verband. Wanneer alle bestuurders van een collegiaal bestuursorgaan een belangenconflict hebben, wordt de beslissing of verrichting aan de algemene vergadering voorgelegd; indien de algemene vergadering de beslissing of de verrichting goedkeurt, kan het bestuursorgaan ze uitvoeren. (...)

§ 4. De paragrafen 1 tot 3 zijn niet van toepassing wanneer de hierboven bedoelde beslissingen of verrichtingen tot stand zijn gekomen tussen vennootschappen waarvan de ene rechtstreeks of onrechtstreeks ten minste 95 % bezit van de stemmen verbonden aan het geheel van de door de andere uitgegeven effecten, dan wel tussen vennootschappen waarvan ten minste 95 % van de stemmen verbonden aan het geheel van de door elk van hen uitgegeven effecten in het bezit zijn van een andere vennootschap.

Bovendien zijn de paragrafen 1 tot 3 niet van toepassing wanneer de beslissingen van het bestuursorgaan betrekking hebben op gebruikelijke verrichtingen die plaatshebben onder de voorwaarden en tegen de zekerheden die op de markt gewoonlijk gelden voor soortgelijke verrichtingen.

§ 5. Bovendien zijn de § 1 tot en met 3 niet van toepassing wanneer de hierboven bedoelde beslissingen of verrichtingen tot stand zijn gekomen tussen vennootschappen waarvan de ene rechtstreeks of onrechtstreeks ten minste 95 % bezit van de stemmen verbonden aan het geheel van de door de andere uitgegeven effecten, dan wel tussen vennootschappen waarvan ten minste 95 % van de stemmen verbonden aan het geheel van de door elk van hen uitgegeven effecten in het bezit zijn van een andere vennootschap.

Bovendien zijn de voorgaande paragrafen niet van toepassing wanneer de beslissingen van het bestuursorgaan betrekking hebben op gebruikelijke verrichtingen die plaatshebben onder de voorwaarden en tegen de zekerheden die op de markt gewoonlijk gelden voor soortgelijke verrichtingen.

Art. 6:65, § 1. De andere bestuurders, of de algemene vergadering omschrijven in de notulen of in een bijzonder verslag de aard van de in artikel 6:64 bedoelde beslissing of verrichting en de vermogensrechtelijke gevolgen ervan voor de vennootschap en verantwoordt zij het genomen besluit.

Dit deel van de notulen of dit verslag wordt in zijn geheel in het jaarverslag opgenomen of in een stuk dat samen met de jaarrekening wordt neergelegd. Ingeval de vennootschap een commissaris heeft benoemd, worden de notulen of het verslag aan hem meegedeeld. In zijn in artikel 3:74 bedoelde verslag beoordeelt de commissaris, in een afzonderlijke sectie, de vermogensrechtelijke gevolgen van de besluiten van het bestuursorgaan of de algemene vergadering, zoals omschreven in de notulen of het verslag, waarvoor een strijdig belang zoals bedoeld in artikel 6:64, § 1.

§ 2. Onverminderd het recht voor de in de artikelen 2:44 en 2:46 genoemde personen om de nietigheid of opschorting van het bestuursbesluit te vorderen, kan de vennootschap de nietigheid vorderen van besluiten of verrichtingen die hebben plaatsgevonden met overtreding van de in dit artikel of artikel 6:64 bepaalde regels, indien de wederpartij bij die besluiten of verrichtingen van die overtreding op de hoogte was of had moeten zijn.

directiecomité van de NV toegevoegd (art. 45bis SII-Wet)⁸⁶; de CV, OVV en VMOB blijken hier te zijn vergeten. Het niet naleven van de wettelijke procedure is een grond tot nietigheid van het besluit⁸⁷ en leidt tot de persoonlijke en hoofdelijke aansprakelijkheid van de bestuurders (art. 6:66 en gelijkwaardige).⁸⁸

In hoofdlijnen ziet de procedure er als volgt uit:

- een lid van het directiecomité of een niet-uitvoerende bestuurder die een rechtstreeks of onrechtstreeks belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met het belang van de vennootschap, moet dit meedelen aan de andere directieleden of de andere bestuurders;
- zijn verklaring en toelichting over de aard van dit strijdig belang worden opgenomen in de notulen van het betreffende orgaan. Bij een belangenconflict binnen het directiecomité dient men het daarenboven op de eerstvolgende raad van bestuur te vermelden en te notuleren. Een extract van de notulen dient ook in het jaarverslag te worden vermeld en door de commissaris te worden beoordeeld;
- de bestuurder met het belangenconflict mag niet deelnemen aan de vergadering;
- de andere directieleden of bestuurders nemen de beslissing of voeren de verrichting uit;

- wanneer alle bestuurders een belangenconflict hebben, wordt de beslissing of de verrichting aan de algemene vergadering voorgelegd.

d. De bestuurdersaansprakelijkheid

54. De plicht van de bestuurder wordt voor het eerst positief in het WVV omschreven. Deze middelenverbinde wordt de grondslag voor elke aansprakelijkheidsvordering.

Art. 2:51. Elk lid van een bestuursorgaan of dagelijks bestuurder is tegenover de rechtspersoon gehouden tot een behoorlijke vervulling van de hem opgedragen taak.

55. Het niet naleven van de normen in het WVV leidt veel minder vaak tot strafrechtelijke vervolging of veroordelingen, maar vaker tot de nietigheid van handelingen of tot de hoofdelijke en persoonlijke aansprakelijkheid van de bestuurders. De strafrechtelijk gesanctioneerde normen zijn hoofdzakelijk bij Boek 3 over de jaarrekening en bij de genoteerde NV te vinden.⁸⁹

56. De aansprakelijkheidsnorm houdt een marginale toetsing naar “professioneel bestuurdersgedrag” in. De aansprakelijkheid is in colleges steeds hoofdelijk, maar men kan door een transparante melding ervan ontheven worden.

86. Invoeringswet, Art. 23: “In de SII-Wet wordt een artikel 45bis ingevoegd, *bestemd voor NV* luidende:

“Art. 45bis. § 1. Wanneer een lid van het directiecomité een rechtstreeks of onrechtstreeks belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met het belang van de verzekerings- of herverzekeringsonderneming naar aanleiding van een beslissing of een verrichting die tot de bevoegdheid behoort van het directiecomité, moet het betrokken lid dit mededelen aan de andere leden vóór het directiecomité een besluit neemt. Zijn verklaring en toelichting over de aard van dit strijdig belang worden opgenomen in de notulen van de vergadering van het directiecomité dat de beslissing moet nemen.

Het directiecomité mag deze beslissing niet delegeren. Het directiecomité omschrijft in de notulen de aard van de in het eerste lid bedoelde beslissing of verrichting en de vermogensrechtelijke gevolgen ervan voor de verzekerings- of herverzekeringsonderneming en verantwoordt het genomen besluit, en bezorgt een afschrift van deze notulen aan de raad van bestuur tijdens zijn volgende vergadering. In het jaarverslag als bedoeld in artikel 3:5 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen wordt dit deel van de notulen in zijn geheel opgenomen.

De notulen van de vergadering van het directiecomité worden aan de commissaris meegedeeld. In het in artikel 3:74 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen bedoelde verslag beoordeelt de commissaris, in een afzonderlijke sectie, de vermogensrechtelijke gevolgen voor de verzekerings- of herverzekeringsonderneming van de besluiten van het directiecomité, zoals door hem omschreven, waarvoor een strijdig belang als bedoeld in het eerste lid bestaat. Het lid met een belangenconflict als bedoeld in het eerste lid mag niet deelnemen aan de beraadslagingen van het directiecomité over deze verrichtingen of beslissingen, noch aan de stemming in dat verband. Wanneer alle leden een belangenconflict hebben, wordt de beslissing of de verrichting aan de raad van bestuur voorgelegd; ingeval de raad van bestuur de beslissing of de verrichting goedkeurt, kan het directiecomité ze uitvoeren.

§ 2. Onverminderd het recht voor de in de artikelen 2:44 en 2:46 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen genoemde personen om de nietigheid of de opschorting van het besluit van het directiecomité te vorderen, kan de verzekerings- of herverzekeringsonderneming de nietigheid vorderen van besluiten of verrichtingen die hebben plaatsgevonden met overtreding van de in dit artikel bepaalde regels, indien de wederpartij bij die beslissingen of verrichtingen van die overtreding op de hoogte was of had moeten zijn.

§ 3. Paragraaf 1 is niet van toepassing wanneer de beslissingen of verrichtingen die tot de bevoegdheid behoren van het directiecomité, betrekking hebben op beslissingen of verrichtingen die tot stand zijn gekomen tussen vennootschappen, waaronder de verzekerings- of herverzekeringsonderneming, waarvan de ene rechtstreeks of onrechtstreeks ten minste 95 % bezit van de stemmen verbonden aan het geheel van de door de andere uitgegeven effecten, dan wel tussen vennootschappen, waaronder de verzekerings- of herverzekeringsonderneming, waarvan ten minste 95 % van de stemmen verbonden aan het geheel van de door elk van hen uitgegeven effecten in het bezit zijn van een andere vennootschap.

Bovendien is paragraaf 1 niet van toepassing wanneer de beslissingen van het directiecomité betrekking hebben op gebruikelijke verrichtingen die plaatshebben onder de voorwaarden en tegen de zekerheden die op de markt gewoonlijk gelden voor soortgelijke verrichtingen.”

87. MvT, 229.

88. Art. 6:66. Onverminderd artikel 2:56, zijn de bestuurders persoonlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de schade geleden door de vennootschap of door derden ten gevolge van beslissingen of verrichtingen die hebben plaatsgevonden met inachtneming van de artikelen 5:76 en 5:77, indien die beslissing of verrichting aan hen of aan een van hen een onrechtmatig financieel voordeel heeft bezorgd ten nadele van de vennootschap.

Analoog bij NV is Art. 7:122. Onverminderd artikel 2:56 zijn, naargelang van het geval, de leden van de raad van bestuur, de enige bestuurder, de leden van het bestuursorgaan van de enige bestuurder of de leden van de raad van toezicht, persoonlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de schade geleden door de vennootschap of door derden ten gevolge van beslissingen of verrichtingen die hebben plaatsgevonden overeenkomstig artikelen 7:96, 7:102 of 7:115, indien die beslissing of verrichting aan hen of aan een van hen een onrechtmatig financieel voordeel heeft bezorgd ten nadele van de vennootschap.

De leden van de raad van bestuur, de enige bestuurder, de leden van het bestuursorgaan van de enige bestuurder of de leden van de raad van toezicht zijn persoonlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de schade geleden door de vennootschap of door derden ten gevolge van beslissingen of verrichtingen waarmede zij hebben ingestemd, zelfs met inachtneming van de bepalingen van de artikelen 7:97 of 7:116, voor zover deze beslissingen of verrichtingen een onrechtmatig financieel nadeel hebben bezorgd aan de vennootschap ten voordele van een vennootschap van de groep.

Het eerste lid is van toepassing op de leden van de directieraad die hebben verzuimd een beslissing of een verrichting door te verwijzen naar de raad van toezicht, zoals opgelegd door artikel 7:117, § 1.

Het tweede lid is van toepassing op de leden van de directieraad die hebben verzuimd een beslissing of een verrichting door te verwijzen naar de raad van toezicht, zoals opgelegd door artikel 7:117, § 2.

89. Geldboete van € 26/50 tot € 5/10 000: art. 1:32, 2:101, 3:141, 3:143, 3:192, 3:193, 7:218, 7:232. Gevangenisstraf van 1 maand – 1 jaar: 3:143, 3:192, 3:193. Opsluiting van 5 tot 10 jaar: 3:142 voor opzettelijke valsheid van de jaarrekening.

Art. 2:56. De in artikel 2:51 bedoelde personen en alle andere personen die ten aanzien van de rechtspersoon werkelijke bestuursbevoegdheid hebben of hebben gehad zijn jegens de rechtspersoon aansprakelijk voor fouten begaan in de uitoefening van hun opdracht. Dit geldt ook jegens derden voor zover de begane fout een buitencontractuele fout is. Deze personen zijn evenwel slechts aansprakelijk voor beslissingen, daden of gedragingen die zich kennelijk buiten de marge bevinden waarbinnen normaal voorzichtige en zorgvuldige bestuurders, geplaatst in dezelfde omstandigheden, redelijkerwijze van mening kunnen verschillen.

Indien het bestuursorgaan een college vormt, is hun aansprakelijkheid voor de beslissingen of nalatigheden van dit college hoofdelijk. Zelfs indien het bestuursorgaan geen college vormt, zijn diens leden zowel jegens de rechtspersoon als jegens derden hoofdelijk aansprakelijk voor alle schade die het gevolg is van overtredingen van de bepalingen van dit wetboek of van de statuten van de rechtspersoon.

Wat fouten bedoeld in het tweede en derde lid betreft waaraan zij geen deel hebben gehad, zijn zij evenwel van hun aansprakelijkheid ontheven indien zij de beweerde fout hebben gemeld aan alle andere leden van het bestuursorgaan, of, in voorkomend geval, aan het collegiaal bestuursorgaan en aan de raad van toezicht. Indien zij gebeurt aan een collegiaal bestuurs- of toezichtorgaan, wordt deze melding, evenals de bespreking waartoe zij aanleiding geeft, opgenomen in de notulen.

57. Een bijzondere aansprakelijkheidsgrond geldt indien de continuïteit van de onderneming in het gedrang komt.

Wegens het verdwijnen van het kapitaalbegrip zijn nieuwe normen hiervoor uitgewerkt in artikelen 2:52, 5:141 e.v., 5:153, 6:114 – 6:119 en 7:228 e.v.

De hoofdlijnen ervan luiden:

- artikel 2:52: *Wanneer gewichtige en overeenstemmende feiten de continuïteit van de onderneming in het gedrang kunnen brengen, moet het bestuursorgaan beraadslagen over de maatregelen die moeten worden genomen om de continuïteit van de economische activiteit van de vennootschap voor een minimumduur van twaalf maanden te vrijwaren;*
- geen uitkering toestaan indien het nettoactief van de vennootschap negatief is of zou worden, noch indien er onvoldoende liquiditeit is volgens de redelijkerwijs te verwachten ontwikkelingen over een periode van ten minste twaalf maanden;
- wanneer het nettoactief negatief dreigt te worden of is geworden, moet het bestuursorgaan de algemene vergadering bijeen roepen;
- wanneer het nettoactief is gedaald tot beneden € 61 500 in NV, moet het bestuursorgaan de algemene vergadering bijeen roepen.

58. Het WVV voerde evenwel ook een beperking van de aansprakelijkheid in: zie uitvoerig de artikelen 2:57-2:58 in voetnoot.⁹⁰ Tot de laatste week van

90. Art. 2:57. § 1. De aansprakelijkheid bedoeld in artikel 2:56, elke andere schadeaansprakelijkheid die voortvloeit uit dit wetboek of andere wetten of reglementen ten laste van de personen vermeld in artikel 2:51, evenals de aansprakelijkheid voor de schulden van de vennootschap bedoeld in de artikelen XX.225 en XX.227 van het Wetboek van economisch recht is beperkt tot de volgende bedragen:

- 1° 125 000 euro, in rechtspersonen die in de drie boekjaren voorafgaand aan de instelling van de aansprakelijkheidsvordering of over de periode sinds de oprichting indien er sindsdien minder dan drie boekjaren zijn verlopen, een gemiddelde omzet op jaarbasis van minder dan 350 000 EUR, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, hebben verwezenlijkt, en waarvan het gemiddelde balanstotaal over diezelfde periode niet hoger was dan 175 000 euro;
- 2° 250 000 euro, in rechtspersonen die in de drie boekjaren voorafgaand aan de instelling van de aansprakelijkheidsvordering of over de periode sinds de oprichting indien er sindsdien minder dan drie boekjaren zijn verlopen een gemiddelde omzet op jaarbasis van minder dan 700 000 euro, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, hebben verwezenlijkt, en waarvan het gemiddelde balanstotaal over dezelfde periode niet hoger was dan 350 000 euro;
- 3° 1 miljoen euro, in rechtspersonen die niet onder het 1°, vallen en die in de drie boekjaren voorafgaand aan de instelling van de aansprakelijkheidsvordering of over de periode sinds de oprichting indien er sindsdien minder dan drie boekjaren zijn verlopen, niet meer dan één van de volgende criteria hebben overschreden:
 - gemiddelde omzet exclusief de belasting over de toegevoegde waarde op jaarbasis: 9 000 000 euro;
 - gemiddeld balanstotaal: 4 500 000 euro;
- 4° 3 miljoen euro, in rechtspersonen die niet onder het 1° en 2°, vallen en die in de drie boekjaren voorafgaand aan de instelling van de aansprakelijkheidsvordering of over de periode sinds de oprichting indien er sindsdien minder dan drie boekjaren zijn verlopen de grenzen vermeld in het 2°, overschreden hebben, maar geen enkele van de grenzen vermeld in het 4°, hebben bereikt of overschreden;
- 5° 12 miljoen euro, in organisaties van openbaar belang en in rechtspersonen die niet onder het 1°, 2° en 3°, vallen en die in de drie boekjaren voorafgaand aan de instelling van de aansprakelijkheidsvordering of over de periode sinds de oprichting indien er sindsdien minder dan drie boekjaren zijn verlopen minstens 1 van volgende grenzen bereikt of overschreden hebben:
 - gemiddeld balanstotaal van 43 miljoen euro;
 - gemiddelde omzet exclusief de belasting over de toegevoegde waarde op jaarbasis van 50 miljoen euro.

Voor rechtspersonen die in toepassing van artikel III.85 van het Wetboek van economisch recht een vereenvoudigde boekhouding voeren, moet onder omzet worden verstaan het bedrag van de andere dan niet-recurrente ontvangsten en onder balanstotaal het grootste van de twee bedragen vermeld onder de bezittingen en de schulden.

Telkens als de stijgingen of dalingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari van het volgende jaar leiden tot een stijging of daling van 5 % of meer, worden de hierboven vermelde bedragen betreffende balanstotaal en omzet vanaf dezelfde datum met hetzelfde percentage verhoogd of verlaagd. Die aanpassingen worden bij een bericht in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Het indexcijfer van december 2017 geldt als basis.

§ 2. De aansprakelijkheidsbeperking bedoeld in paragraaf 1 geldt zowel tegenover de rechtspersoon als tegenover derden, en ongeacht de contractuele of buitencontractuele grondslag van de aansprakelijkheidsvordering.

De maximale bedragen gelden voor alle in paragraaf 1 bedoelde personen samen. Zij gelden per feit of geheel van feiten dat aanleiding kan geven tot aansprakelijkheid, ongeacht het aantal eisers of vorderingen.

§ 3. De aansprakelijkheidsbeperking bedoeld in paragraaf 1 geldt niet:

- 1° in geval van geval van lichte fout die eerder gewoonlijk dan toevallig voorkomt, bedrieglijk opzet of oogmerk om te schaden in hoofde van de persoon die aansprakelijk wordt gesteld;
- 2° voor de in de artikelen 5:138, 1° tot 3°, en 7:205, 1° tot 3° bedoelde verplichtingen (= volstoringen);
- 3° voor de hoofdelijke aansprakelijkheid als bedoeld in de artikelen 442quater en 458 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 en de artikelen 73sexies en 93undeciesC van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde (= fiscale aangifteplichten);
- 4° voor de hoofdelijke aansprakelijkheid als bedoeld in artikel XX.226 van het Wetboek van economisch recht (= vennootschapsschulden bij oprichtersaansprakelijkheid).

Art. 2:58. De aansprakelijkheid van een lid van een bestuursorgaan of dagelijks bestuurder kan niet verder worden beperkt dan vermeld in artikel 2:57.

De rechtspersoon, zijn dochtervennootschappen of de door hem gecontroleerde entiteiten mogen de in het eerste lid vermelde personen niet vooraf exoneren of vrijwaren voor hun aansprakelijkheid jegens de vennootschap of jegens derden.

Elke bepaling in de statuten, in een overeenkomst of een eenzijdige wilsuiking die strijdig is met de bepalingen van dit artikel wordt voor niet geschreven gehouden.

de parlementaire behandeling waren deze bepalingen het voorwerp van debat.⁹¹

Aan twee bezwaren van de Raad van State is intussen tegemoet gekomen: een bijkomende schijf (€ 125 000) is ingevoerd en de beperking wordt niet toegepast bij gewoonlijk voorkomende lichte fouten conform de Arbeidsovereenkomstenwet. Het risico op een vernietigend arrest van het Grondwettelijk Hof wegens schending van het gelijkheidsbeginsel is evenwel niet weg, ondanks de verwijzingen van de minister van Justitie naar de bestaande aansprakelijkheidsbeperking voor bedrijfsrevisoren die einde 2016 werd ingevoerd.

Het belang voor de verzekeraars ligt op twee niveaus:

- enerzijds wordt de bestuurdersaansprakelijkheid voor hen zelf – ongeacht de omzet – in de hoogste schijf van € 12 miljoen geplaatst als organisatie van openbaar belang en worden alle intragroepgaranties of vrijwaringsclausules (m.i. ook boven de wettelijke cap) verboden;
- anderzijds rekent men op de verzekeraars om vernieuwde Burgerlijke Aansprakelijkheidspolissen voor de Belgische rechtspersonen uit te werken.

De artikelen 2:56 tot 2:58 worden van toepassing op schadeveroorzakende feiten die plaatsvinden na de datum waarop het Wetboek van Vennootschappen en

Verenigingen op de betrokken rechtspersoon van toepassing wordt (art.39, § 6 Invoeringswet).

3. Besluit

59. Het nieuwe Wetboek Vennootschappen en Verenigingen is uit: modernisering, vereenvoudiging en flexibiliteit zijn ervan de officiële kernwoorden. Deze bijdrage keek naar de concrete toepassing bij de Belgische verzekeringsondernemingen. Het WVV geldt voor hen als aanvullend recht op de S II-Wet, maar bevat tevens bepalingen van dwingende aard. De bijdrage houdt ook rekening met andere recente wetten.

Het regelgevend kader voor de verzekeraars is niet echt vereenvoudigd, gezien de complexe puzzel van meerdere wetgevingen.

Alle verzekeraars staan voor de opdracht hun statuten grondig te herwerken. Elf ondernemingen dienen hun rechtsvorm aan te passen. De bijzondere verzekeringsvormen OVV en VMOB vertonen gaten of onduidelijkheden die het best wettelijk worden opgelost. Ook de diverse filialen – zeker die onder CVBA- of ESV-statuut – kunnen een verandering van rechtsvorm en van voorwerp krijgen.

91. Zie Amendement nr. 84 van dhr. HENRY c.s.: *De Raad van State heeft die beperking zwaar onder vuur genomen: volgens de Raad roept dit systeem vragen op in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in die zin dat daarbij op verschillende vlakken een onderscheid wordt gemaakt en verschillen in behandeling worden ingesteld zonder dat dit in redelijke verhouding staat tot de beoogde situaties.*

Volgens de Raad van State is er een probleem omtrent meerdere aspecten, bijvoorbeeld het feit dat de aansprakelijkheidsbeperking afhankelijk is van de omzet en van het balanstotaal, zonder enig verband met het nadeel dat de bestuurders van die rechtspersoon kunnen toebrengen. Tevens vestigt de Raad van State de aandacht op de situatie van de benadeelden, "die niet anders [kunnen] dan het lage bedrag dat de wetgever hun zou toekennen, onder elkaar te verdelen. (...) er zijn talrijke gevallen waarin die benadeelden geen schadeloosstelling ten laste van de vennootschap kunnen verkrijgen". Veel deskundigen maken zich zorgen over die nieuwe bepaling, die nergens anders in Europa bestaat, en hebben zich specifiek akkoord verklaard met de opmerkingen van de Raad van State.